

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201545]

28 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 4^{ter}, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié par le décret du 24 octobre 2013 et le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 septembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2016;

Vu le rapport du 20 octobre 2016, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.890/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 août 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu les avis de la Commission des déchets, donnés les 25 novembre 2016 et 27 janvier 2017;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet, définitions et principes généraux*

Article 1^{er}. Cet arrêté détermine la procédure de sortie du statut de déchet pour les déchets, à la demande d'un ou plusieurs exploitants, d'un groupement ou d'une fédération d'entreprises qui agit au bénéfice de ses membres.

Il assure la mise en œuvre des Règlements ou décisions européens pris en exécution de l'article 6, § 2, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le décret: le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o le Ministre: le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;

3^o l'exploitant : l'exploitant d'une installation ou d'une activité classée ou autorisée en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou du décret du 20 juillet 2016 formant le Code du développement territorial, ou d'une législation équivalente d'une autre Région ou d'un Etat membre de l'Union européenne.

Art. 3. § 1^{er}. Tout exploitant souhaitant faire reconnaître la sortie du statut de déchet à des déchets ayant été valorisés ou recyclés est tenu d'obtenir une décision de reconnaissance de sortie du statut de déchet accordée conformément à la procédure prévue aux chapitres 2, 3 ou 8.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er} et aux chapitres 2 et 8, aucune décision de reconnaissance de sortie du statut de déchets n'est requise en vertu du présent arrêté pour les déchets recyclés ou valorisés qui répondent aux conditions et critères définis par l'Union européenne en application de l'article 6, § 2, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er} et aux chapitres 2 et 8, tout exploitant souhaitant faire reconnaître la sortie du statut de déchet à des déchets présentant des caractéristiques égales en toutes choses à des déchets dont la sortie du statut de déchet a été reconnue en exécution des chapitres 2 ou 8 obtient préalablement une décision d'enregistrement de sortie du statut de déchet accordée conformément à la procédure prévue au chapitre 3.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er} et au chapitre 2, tout exploitant souhaitant faire reconnaître la sortie du statut de déchet à des déchets présentant des caractéristiques égales en toutes choses à des déchets dont la reconnaissance de sortie du statut de déchet a été reconnue selon l'une des annexes 1 à 2 obtient préalablement une décision d'enregistrement de sortie du statut de déchet accordée conformément à la procédure prévue au chapitre 3.

Art. 4. Le présent arrêté exclut :

1^o les déchets destinés à une valorisation énergétique ou à la conversion pour l'utilisation comme combustible;

2^o les déchets valorisés en épandage au profit de l'agriculture ou de l'écologie;

3^o les terres destinées à des opérations de remblayage;

4^o les déchets destinés à une valorisation en centre d'enfouissement technique.

CHAPITRE II. — *Reconnaissance de sortie du statut de déchet*

Art. 5. Tout exploitant peut demander que les déchets qu'il valorise ou recycle cessent d'avoir le statut de déchet sur le territoire de la Région wallonne.

La demande peut être introduite conjointement par plusieurs exploitants, un groupement ou une fédération d'entreprises qui agit au bénéfice de ses membres.

Art. 6. § 1^{er}. La demande de reconnaissance de sortie du statut de déchet est envoyée en deux exemplaires par envoi recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé à l'administration. Une copie de la demande sur support informatique est jointe.

§ 2. La demande contient:

1^o les données d'identification du ou de chacun des demandeurs lorsque la demande est introduite par plusieurs exploitants, de chacun de leurs membres lorsque la demande est introduite par un groupement ou une fédération d'entreprises;

a) si le demandeur ou le membre est une personne physique : le numéro d'inscription à la banque carrefour des entreprises ou tout autre numéro équivalent, le nom et le prénom, l'adresse, le lieu et la date de naissance, le numéro de téléphone et, éventuellement, le numéro de télécopieur et l'adresse e-mail;

b) si le demandeur ou le membre est une personne morale : le numéro d'inscription à la banque carrefour des entreprises ou tout autre numéro équivalent, le nom, la forme juridique, l'adresse du siège social et du siège d'exploitation, le nom et l'adresse de contact des responsables du siège d'exploitation, leur numéro de téléphone et, éventuellement, leur numéro de télécopieur et leur adresse e-mail;

c) lorsque la demande est introduite par un groupement ou une fédération d'entreprises : la relation des membres concernés avec le déchet visé au 2°;

2° l'identification du déchet: nom courant, quantité annuelle et code mentionné en annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

3° la description de l'opération de recyclage ou de valorisation du déchet, les flux d'entrée utilisés et les étapes qui aboutissent à la substance ou l'objet;

4° la description de l'application visée spécifiquement ou de l'utilisation de la substance ou de l'objet pour lequel la reconnaissance de sortie du statut de déchet est sollicitée et sa justification;

5° le cas échéant, un rapport d'échantillonnage et d'analyse d'un échantillon représentatif de la substance ou de l'objet, établi par un laboratoire accrédité selon la norme ISO-17025, ou par un laboratoire agréé conformément au décret ou aux dispositions du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement. Le nombre d'échantillons et d'analyses dépend de la distribution attendue de la composition. Le rapport justifie les choix opérés;

6° toutes les informations établissant que la substance ou l'objet satisfait, pour l'utilisation envisagée, à l'ensemble des conditions précisées à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret;

7° les critères permettant de vérifier le respect de ces conditions;

8° un projet de modèle et de contenu de l'attestation de conformité visée à l'article 21, § 1^{er};

9° une description du système de gestion de la qualité visé à l'article 22;

10° le récépissé du versement d'un montant de 500 euros par personne morale ou physique concernée, pour frais d'instruction du dossier, sur le compte bancaire désigné par l'administration;

11° un engagement signé qui confirme que les données communiquées sont correctes et complètes et indiquant la date, le prénom, le nom et la fonction du signataire.

§ 3. Sans préjudice des dispositions relatives au droit d'accès à l'information environnementale, si la demande contient des informations que le demandeur estime confidentielles ou liées au secret de fabrication, les éléments concernés sont placés dans une enveloppe scellée. Les pièces concernées portent la mention qu'elles sont confidentielles.

Art. 7. Dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande, l'administration accuse réception de la demande, vérifie si celle-ci contient les indications et documents prévus à l'article 6, § 2, et envoie sa décision statuant sur le caractère complet et recevable par envoi recommandé.

Si la demande est incomplète, l'administration en informe le demandeur de la même manière et dans le même délai, en lui indiquant les pièces ou les renseignements manquants. Dans un délai de vingt jours à dater de la réception des compléments l'administration informe le demandeur du caractère complet et recevable par envoi recommandé.

Art. 8. § 1^{er}. L'administration peut solliciter l'avis du laboratoire de référence et lui transmet, le cas échéant, un rapport de synthèse ainsi qu'un projet de décision.

L'avis est émis dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où le laboratoire a été saisi de la demande. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

L'avis peut proposer de modifier le projet de décision ou d'ajouter des critères additionnels que le respect des conditions précisées à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret rend nécessaire.

§ 2. L'administration peut solliciter l'avis de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche. L'avis est émis dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

§ 3. Les avis délivrés en application du présent article sont motivés sous peine de nullité.

Art. 9. Lors la procédure d'instruction du dossier, l'administration peut exiger tout document complémentaire de nature à établir que les conditions précisées à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret sont remplies.

L'administration peut exiger la production, aux frais du demandeur, d'une analyse critique d'éléments de dossier justifiant des vérifications particulières effectuées par un organisme extérieur expert choisi de commun accord.

Les délais prévus aux articles 7 et 10 sont suspendus à dater de l'expédition de la demande et reprennent cours à dater de la réception des documents demandés.

Art. 10. § 1^{er}. L'administration statue sur la demande de reconnaissance de sortie de statut de déchet dans un délai de cent dix jours à dater du jour de l'envoi de sa décision attestant du caractère complet de la demande.

La décision est envoyée au demandeur par envoi recommandé avec accusé de réception, publiée au *Moniteur belge* et mise à disposition du public via le portail environnement du site internet de la Région wallonne.

La décision :

1° précise son numéro;

2° précise sa durée de validité qui ne peut dépasser dix ans;

3° détermine le modèle et le contenu de l'attestation de conformité;

4° précise les conditions particulières nécessaires au respect des conditions précisées à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret.

Les conditions particulières imposées peuvent, notamment, porter sur l'origine des déchets, la façon dont ils sont générés, collectés, produits ou traités, la nature et la composition du matériau, les valeurs limites pour les substances contaminantes, l'application autorisée, le mode d'utilisation autorisé, des conditions complémentaires du système de garantie de qualité.

A défaut de décision de l'Administration dans le délai visé à alinéa premier, la demande est réputée refusée.

§ 2. Conformément à la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information et lorsque celle-ci l'exige, l'administration notifie son projet de décision à la Commission européenne.

Le délai prévu au § 1^{er} est suspendu pendant la phase de consultation de la Commission européenne.

CHAPITRE III. — *Enregistrement de sortie du statut de déchet*

Art. 11. Lorsqu'un exploitant valorise ou recycle des déchets qui, en fin de processus, présentent des caractéristiques égales en toutes choses à celles de déchets qui ont déjà fait l'objet d'une reconnaissance de fin de statut de déchets en exécution des chapitres 2 ou 8, ou fait partie des matières visées aux annexes 1 ou 2, et en respecte les conditions, il peut introduire une demande d'enregistrement de sortie du statut de déchet.

Art. 12. § 1^{er}. La demande visée à l'article 11 est envoyée en deux exemplaires par envoi recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé à l'administration. Une copie de la demande sur support informatique est jointe.

§ 2. La demande contient:

1° les données d'identification du demandeur :

a) si le demandeur est une personne physique : le numéro d'inscription à la banque carrefour des entreprises ou tout autre numéro équivalent, le nom et le prénom, l'adresse, le lieu et la date de naissance, le numéro de téléphone et, éventuellement, le numéro de télécopieur et l'adresse e-mail;

b) si le demandeur est une personne morale : le numéro d'inscription à la banque carrefour des entreprises ou tout autre numéro équivalent, le nom, la forme juridique, l'adresse du siège social et du siège d'exploitation, le nom et l'adresse de contact des responsables du siège d'exploitation, leur numéro de téléphone et, éventuellement, leur numéro de télécopieur et leur adresse e-mail;

2° le numéro de la décision de reconnaissance de sortie du statut de déchet accordée conformément à la procédure prévue aux chapitres 2 ou 8;

3° l'ensemble des informations établissant que la substance ou l'objet satisfait, pour l'utilisation envisagée, à l'ensemble des conditions précisées à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret et présente des caractéristiques égales en toutes choses aux déchets dont la reconnaissance de sortie du statut de déchet a été reconnue en exécution des chapitres 2 ou 8 ou selon les annexes 1 ou 2;

4° les critères permettant de vérifier le respect de ces conditions;

5° une description du système de gestion de la qualité visé à l'article 22;

6° le récépissé du versement d'un montant de 500 euros pour frais d'instruction du dossier, sur le compte bancaire désigné par l'administration;

7° un engagement signé qui confirme que les données communiquées sont correctes et complètes et indiquant la date, le prénom, le nom et la fonction du signataire;

§ 3. Sans préjudice des dispositions relatives au droit d'accès à l'information environnementale, si la demande contient des informations que le demandeur estime confidentielles ou liées au secret de fabrication, les éléments concernés sont placés dans une enveloppe scellée. Les pièces concernées portent la mention qu'elles sont confidentielles.

Art. 13. Dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande, l'administration accuse réception de la demande, vérifie si celle-ci contient les indications et documents prévus à l'article 12, § 2, et envoie sa décision statuant sur le caractère complet et recevable par envoi recommandé.

Si la demande est incomplète, l'administration en informe le demandeur de la même manière et dans le même délai, en lui indiquant les pièces ou les renseignements manquants. Dans un délai de vingt jours à dater de la réception des compléments l'administration informe le demandeur du caractère complet et recevable par envoi recommandé.

Art. 14. L'administration statue sur la demande et délivre, dans un délai de septante-cinq jours à dater du jour de l'envoi de la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande, un enregistrement actant la reconnaissance de sortie du statut de déchet.

La décision est envoyée au demandeur par envoi recommandé avec accusé de réception et publiée au *Moniteur belge*. La décision accordant la reconnaissance de sortie de statut de déchet est mise à disposition du public via le portail environnement du site internet de la Région wallonne.

La validité de l'enregistrement est limitée à la validité de la décision de reconnaissance de sortie du statut de déchet, de laquelle il découle, accordée conformément à la procédure prévue aux chapitres 2 ou 8, ou est limitée à 10 ans s'il s'agit d'une substance ou d'un objet visé aux annexes 1 ou 2.

L'ensemble des conditions imposées aux titulaires de la décision de reconnaissance de sortie du statut de déchet accordée conformément à la procédure prévue aux chapitres 2 ou 8 est applicable au titulaire de l'enregistrement.

A défaut de décision de l'Administration dans le délai visé à l'alinéa premier, la demande est réputée refusée.

Art. 15. Lors la procédure d'instruction du dossier, l'administration peut exiger tout document complémentaire de nature à établir que les conditions précisées à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret sont remplies et que la substance ou objet présente des caractéristiques égales en toutes choses aux déchets dont la reconnaissance de sortie du statut de déchet a été reconnue en exécution des chapitres 2 ou 8. Les délais prévus aux articles 13 et 14 sont suspendus à dater de l'expédition de la demande d'information et reprennent cours à dater de la réception des documents complémentaires.

CHAPITRE IV. — *Modification, suspension ou retrait de la reconnaissance et de l'enregistrement de sortie du statut de déchet*

Art. 16. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande ou la décision de reconnaissance ou d'enregistrement de sortie de statut de déchet délivrée en vertu des chapitres 2, 3, 5 ou 8, l'exploitant en avise immédiatement l'administration par courrier.

Art. 17. § 1^{er}. L'administration peut compléter ou modifier les conditions contenues dans la décision de reconnaissance ou d'enregistrement de sortie du statut de déchets délivrée en vertu des chapitres 2, 3, 5 ou 8 lorsqu'il apparaît, au vu des avancées en matière de protection de l'environnement et de la santé humaine, que les conditions particulières ne sont plus appropriées pour rencontrer les exigences de l'article 4^{ter}, § 3, du décret.

§ 2. Préalablement à la décision visée au paragraphe 1^{er}, l'administration fait part de ses intentions aux titulaires de la décision de reconnaissance ou d'enregistrement de sortie du statut de déchets et leur donne la possibilité de faire valoir leurs observations.

Art. 18. § 1^{er}. L'administration peut, après avoir donné la possibilité aux titulaires de la décision de reconnaissance de sortie du statut de déchets de faire valoir leurs observations, suspendre pour un délai qu'il précise ou retirer le bénéfice de la décision de reconnaissance de sortie du statut de déchets aux exploitants ne respectant plus les conditions précisées à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret, les conditions particulières imposées en application de l'article 10 ou 14 ou les conditions imposées par ou en vertu de la décision de fin de statut de déchets obtenue dans une autre Région ou dans un autre État et reconnue en vertu de l'article 23.

§ 2. Préalablement à toute décision visée au paragraphe 1^{er}, l'administration adresse un avertissement aux titulaires de la décision de reconnaissance ou d'enregistrement de sortie du statut de déchets et indique le délai endéans lequel ils s'y conforment.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, en cas d'urgence spécialement motivée, et pour autant que l'audition du titulaire soit de nature à causer un retard préjudiciable à l'environnement ou à la santé publique, le bénéfice de la décision de reconnaissance de sortie du statut de déchets peut être suspendu sans délai et sans audition dudit titulaire.

Art. 19. § 1^{er}. Toute décision prise en vertu des articles 17, § 1^{er}, et 18, §§ 1^{er} et 3, est notifiée aux intéressés par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 2. La suspension, le retrait ou la modification de la décision de reconnaissance de sortie du statut de déchets est publié au *Moniteur belge* et mis à disposition du public via le portail environnement du site internet de la Région wallonne.

CHAPITRE V. — Recours

Art. 20. § 1^{er}. Un recours auprès du Ministre est ouvert au titulaire de la décision relative à la reconnaissance de sortie du statut de déchet contre les décisions prises par l'administration en application des articles 10, 14, 17, § 1^{er}, alinéa 2, 18, § 1^{er}, alinéa 2, et § 3, et 23, alinéa 5.

En l'absence de décision à l'expiration des délais prévus à l'article 11, 14 et 23, alinéa 5, les demandeurs peuvent inviter le Ministre à statuer.

§ 2. A peine d'irrecevabilité, la requête visée au paragraphe 1^{er}, alinéas 1 et 2, doit être introduite dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la décision ou, en l'absence de décision, de l'expiration du délai prévu. La requête est envoyée par lettre recommandée ou remise contre récépissé à l'administration.

Elle est signée et comprend au minimum:

- 1° si le requérant est une personne physique : le nom, prénom et adresse du requérant;
- 2° si le requérant est une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les noms, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;
- 3° les références, l'objet, la date et la copie de la décision attaquée;
- 4° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée;
- 5° le cas échéant, le souhait d'être entendu par l'administration.

§ 3. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la requête, l'administration en accuse réception et envoie sa décision statuant sur le caractère recevable et complet par envoi recommandé.

Si le dossier n'est pas complet, elle en informe le requérant dans les mêmes conditions et délai en lui indiquant les pièces ou les renseignements manquants. Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, l'administration informe le requérant du caractère complet de la requête suivant les modalités prévues à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Si le requérant ne demande pas à être entendu, l'administration fait rapport au Ministre dans un délai de trente jours à dater de l'envoi de la décision statuant sur le caractère recevable et complet de la requête.

Le Ministre notifie sa décision par envoi recommandé au requérant avec copie à l'administration dans un délai de cinquante jours à dater de l'envoi de la décision statuant sur le caractère recevable et complet de la requête.

A défaut de notification de la décision du Ministre dans le délai visé à l'alinéa précédent, la décision dont recours est confirmée.

§ 5. Si le requérant demande à être entendu, l'administration lui précise, dans un délai de quinze jours à dater de la décision statuant sur le caractère recevable et complet de la requête, la date et le lieu d'audition. La date d'audition est fixée au plus tard dans les 45 jours à dater de la décision statuant sur le caractère recevable et complet de la requête. L'administration fait un rapport au Ministre dans un délai de trente jours à dater de l'audition.

Le Ministre notifie sa décision par envoi recommandé avec accusé de réception au requérant avec copie à l'administration dans un délai de cinquante jours à dater de l'audition.

A défaut de notification de la décision du Ministre dans le délai visé à l'alinéa précédent, la décision dont recours est confirmée.

§ 6. Le Ministre, peut exiger la production, aux frais du requérant, d'une analyse critique d'éléments de dossier justifiant des vérifications particulières effectuées par un organisme extérieur expert choisi de commun accord.

La décision d'imposer une analyse critique peut intervenir à tout moment de la procédure d'examen de la requête. Elle suspend les délais du présent article.

§ 7. Conformément à la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information et lorsque celle-ci l'exige, le Ministre notifie son projet de décision à la Commission européenne.

Le délai prévu aux paragraphes 4 et 5 est suspendu pendant la phase de consultation de la Commission européenne.

CHAPITRE VI. — *Mise en œuvre*

Art. 21. § 1^{er}. Tout exploitant d'une installation visée aux articles 5, 11 et 23 qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchets délivre, pour chaque lot de substances ou objets ayant cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il transmet cette attestation de conformité au détenteur suivant.

§ 2. Tout exploitant d'une installation qui intègre dans son processus de fabrication des substances ou objets ayant cessé d'être des déchets peut les mettre en œuvre uniquement s'il reçoit du détenteur précédant une attestation de conformité, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets.

§ 3. Les exploitants visés aux paragraphes 1^{er} et 2 conservent une copie des attestations de conformité pendant au moins cinq ans.

CHAPITRE VII. — *Système de gestion de la qualité*

Art. 22. Les exploitants des installations visées aux articles 5, 11 ou 23 qui mettent en œuvre la procédure de sortie du statut de déchets appliquent un système de gestion de la qualité couvrant les processus de contrôle des critères de sortie du statut de déchet.

Le système de gestion de la qualité contient au minimum:

- 1° les procédures de contrôle d'admission des déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation;
- 2° les procédures de contrôle des procédés et techniques de traitement;
- 3° les procédures de contrôle de la qualité des déchets issus de l'opération de valorisation;
- 4° les procédures de retour d'information à l'exploitant par les clients en ce qui concerne la qualité des biens ayant cessé d'être des déchets;
- 5° l'enregistrement des résultats des contrôles réalisés au titre des points 1° à 3° et de retour d'information réalisé au titre du 4°;
- 6° la description du mode de formation et de recyclage du personnel;
- 7° l'évaluation du système de garantie de la qualité;
- 8° pour chaque élément du système de garantie de la qualité, une liste des responsables.

Un organisme d'évaluation impartial vérifie tous les trois ans le système de gestion de la qualité et le respect de l'ensemble des conditions précisées à l'article 4^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret. Sauf disposition contraire reprise dans les annexes 1 ou 2, cet organisme relève d'une des catégories suivantes :

- a) organisme accrédité pour la certification de produits;
- b) organisme d'évaluation de la conformité, tel que défini dans le règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil, ayant obtenu une accréditation conformément à ce règlement,
- c) vérificateur environnemental tel que défini à l'article 2, § 20, b), du règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009, agréé conformément à ce règlement.

Les organismes visés aux points b et c) sont accrédités ou agréés pour ce qui concerne les activités économiques ayant trait au Code NACE 38 (Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération).

CHAPITRE VIII. — *Reconnaissance d'une décision de fin de statut de déchets des autres Régions ou Etats*

Art. 23. Une décision de fin de statut de déchets, obtenue dans une autre Région ou dans un État faisant partie de l'Union européenne, est applicable sur le territoire, à condition que le détenteur fournisse préalablement à l'administration les éléments suivants :

- 1° une copie de la décision ainsi que les éléments démontrant que celle-ci assure un niveau équivalent de protection de l'environnement à une reconnaissance délivrée en Région wallonne;
- 2° la preuve que la décision a fait l'objet de la notification à la Commission conformément à la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, lorsque la notification est applicable;
- 3° les éléments permettant de conclure au respect du système de gestion de la qualité applicable;
- 4° le récépissé du versement d'un montant de 500 euros pour frais d'instruction du dossier, sur le compte bancaire désigné par l'administration.

Une traduction en français des décisions délivrées dans un autre État est également fournie, lorsqu'elles sont établies dans une autre langue que le français ou l'anglais.

Si le dossier n'est pas complet, l'administration en informe le demandeur dans les 20 jours de la réception de la demande en lui indiquant les pièces ou les renseignements manquants.

Si l'une des conditions des alinéas 1 et 2 n'est pas remplie, l'administration informe le demandeur du refus de reconnaissance, dans les 75 jours de la réception de la demande.

Si les conditions des alinéas 1 et 2 sont remplies, l'administration informe le demandeur de la reconnaissance en Wallonie, dans les nonante jours de la réception de la demande. La durée de la reconnaissance est limitée à la durée de validité de la décision ayant fait l'objet de cette reconnaissance et ne peut dépasser dix ans. Le détenteur doit informer l'administration par lettre recommandée ou remise contre récépissé, dans les vingt jours, de toutes les mesures prises par l'autorité concernée d'une autre Région ou d'un autre État faisant partie de l'Union européenne et portant abrogation, suspension ou modification de la décision ayant fait l'objet de cette reconnaissance.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives et finale*

Art. 24. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, un article 14/2 est inséré, rédigé comme suit : « Art. 14/2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux déchets bénéficiant de la sortie du statut de déchets en application de l'article 4^{ter} du décret. ».

Art. 25. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, les modifications suivantes sont apportées à l'annexe 1 :

- a) dans la colonne relative aux caractéristiques des déchets valorisés, les mots suivants sont ajoutés pour les codes 010408, 170101, 170103, 170302A et 170302B : « et d'autre part au test d'assurance qualité prévu à l'annexe III »;
- b) dans la colonne relative aux modes d'utilisation, avant le premier tiret, les mots suivants sont ajoutés pour les codes 010408, 170101, 170103, 170302A et 170302B : « Uniquement sur le chantier où les déchets ont été générés : ».

Art. 26. L'article 25 entre en vigueur 1^{er} juillet 2021.

Art. 27. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière, un troisième alinéa, rédigé comme suit, est inséré à l'article 64 : « L'alinéa 2 du paragraphe premier de l'article 27 entre en vigueur le 1 mai 2020. ».

Art. 28. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ANNEXE I

Section 1. — Généralités

1.1. Objet

La présente annexe établit les critères déterminant à quel moment le papier ayant subi une opération de valorisation et devant être utilisé comme fibre de papier pour la fabrication du papier cesse d'être un déchet.

1.2. Définitions

Au sens de la présente annexe, on entend par :

- a) "papier valorisé": le papier et le carton ayant subi une opération de valorisation en vue de son utilisation comme fibre de papier;
- b) "destinataire": la personne physique ou morale qui reçoit le papier valorisé pour être utilisé comme fibre de papier pour la fabrication de papier;
- c) "producteur": la personne physique ou morale qui transfère du papier valorisé ayant cessé d'être un déchet à un destinataire;
- d) "importateur": toute personne physique ou morale, établie dans l'Union européenne, qui introduit en Région wallonne du papier valorisé ayant cessé d'être un déchet;
- e) « fournisseur » : celui qui livre à l'importateur des déchets pouvant être utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation;
- f) "personnel compétent": le personnel qui, de par son expérience ou sa formation, est compétent pour examiner et évaluer les propriétés du papier valorisé;
- g) "inspection visuelle": l'inspection de la totalité du papier valorisé en recourant au sens de la vue ou à tout matériel non spécialisé;
- h) "expédition": un lot de papier valorisé destiné à être remis par un producteur à un destinataire et qui peut être contenu dans une ou plusieurs unités de transport, par exemple des conteneurs.

1.3. Critères relatifs au papier valorisé

Le papier valorisé n'est plus considéré comme un déchet lorsque, au moment de son transfert du producteur à un destinataire, la totalité des conditions suivantes sont remplies :

- a) le papier issu de l'opération de valorisation satisfait aux critères établis dans la sous-section 2.1 de la présente annexe;
- b) les déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation satisfont aux critères établis dans la sous-section 2.2 de la présente annexe;
- c) les déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation ont été traités conformément aux critères établis dans la sous-section 2.3 de la présente annexe dans une installation de valorisation autorisée;
- d) le producteur ou l'importateur satisfait aux exigences établies au point 1.4 et à la section 4 de la présente annexe;
- e) le papier valorisé est transféré directement au destinataire pour être utilisé comme fibre de papier pour la fabrication de papier sans avoir encore à subir un traitement supplémentaire autre que les pratiques industrielles courantes dans la production du papier.

1.4. Contrôle de conformité

1.4.1. Le producteur applique un système de gestion qui répond aux critères énumérés à la section 4 de la présente annexe.

Lorsque le producteur n'est pas établi en Région wallonne, l'importateur s'assure que le producteur a mis en place un tel système de gestion.

1.4.2. Le producteur, ou lorsque le producteur n'est pas établi en région wallonne, l'importateur délivre pour chaque expédition de papier valorisé une attestation de conformité établie sur le modèle figurant à la section 3 de la présente annexe. Une copie de cette attestation accompagne le transfert du papier.

1.4.3. Le producteur ou l'importateur transmet l'attestation de conformité au destinataire de l'expédition de papier valorisé. Le producteur ou l'importateur conserve une copie de cette attestation pendant au moins cinq ans après sa date de délivrance et la tient à disposition de l'administration.

1.4.4. L'attestation de conformité peut être délivrée sous forme électronique.

1.5. Papier valorisé non conforme

1.5.1. Le papier valorisé pour lequel le producteur ou l'importateur ne peut pas présenter une attestation de conformité ou pour lequel il s'avère lors d'une inspection ou d'un contrôle qu'un ou plusieurs critères énumérés à la section 2 ne sont pas respectés, est considéré comme un déchet.

1.5.2. Lorsque le papier valorisé est considéré comme un déchet, conformément au point 1.5.1 ci-dessus, son transfert vers le destinataire n'est autorisé qu'à condition que ce destinataire dispose d'une autorisation de traitement des déchets. A défaut, le papier est retourné au producteur.

Section 2. — Critères relatifs au papier valorisé

Critères	Obligations en matière d'autocontrôle
Sous-Section 2.1. Qualité du papier issu de l'opération de valorisation	
2.1.1 Le papier issu de l'opération de valorisation est classé conformément à la norme européenne EN 643.	Le personnel compétent procède au classement de chaque expédition.
<p>2.1.2 La teneur en composants autres que le papier est inférieure ou égale à 1,5 % du poids séché à l'air.</p> <p>Par composant autre que le papier, on entend tout matériau autre que le papier présent dans le papier valorisé qui peut être séparé au moyen de techniques de séparation par voie sèche. Exemples de composants autres que le papier: métaux, plastique, verre, textiles, terre, sable, cendres, poussière, cire, bitume, céramique, caoutchouc, tissu, bois et substances organiques synthétiques.</p> <p>Les charges minérales associées aux fibres de papier, telles que l'argile, le carbonate de calcium et l'amidon, sont considérées comme parties intégrantes du papier et non comme des composants autres que le papier.</p>	<p>Le personnel compétent effectue une inspection visuelle de chaque expédition.</p> <p>À des intervalles appropriés qui feront l'objet d'un réexamen si des modifications importantes sont apportées au processus d'exploitation, des échantillons représentatifs de chaque catégorie de papier valorisé sont analysés par gravimétrie pour mesurer la teneur en composants autres que le papier. Celle-ci est déterminée par pesage après séparation mécanique ou manuelle (selon le cas) des matériaux sous inspection visuelle attentive.</p> <p>La fréquence appropriée pour le contrôle des échantillons est fixée en tenant compte des facteurs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> . la variabilité prévisible (par exemple en fonction des résultats passés); . le risque inhérent de la variabilité dans la qualité des déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation et toute transformation ultérieure, telle que par exemple l'augmentation de la teneur moyenne en plastique ou en verre dans le papier trié issu de systèmes de collectes mixtes; . la précision inhérente à la méthode de contrôle; ainsi que . la proximité des résultats de la teneur en composants autres que le papier par rapport à la limite maximale de 1,5 % de poids séché à l'air. <p>À des fins d'audit et dans le cadre du système de gestion, il convient de garder une trace écrite du processus de détermination de la fréquence de contrôle.</p>
2.1.3 Le papier valorisé, y compris ses composants et notamment l'encre et les colorants, ne présente aucune des propriétés dangereuses énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE. Il respecte les limites de concentration établies dans la décision 2000/532/CE de la Commission et ne dépasse pas les limites de concentration fixées à l'annexe IV du règlement (CE) n° 850/2004 du Parlement européen et du Conseil.	<p>Le personnel compétent effectue une inspection visuelle de chaque expédition. Lorsqu'une inspection visuelle éveille des suspicions concernant l'éventuelle présence de propriétés dangereuses, il convient de prendre les mesures supplémentaires de contrôle appropriées (échantillonnages ou analyses le cas échéant).</p> <p>Le personnel reçoit une formation sur les éventuelles propriétés dangereuses qui peuvent être associées au papier valorisé ainsi que sur les composants ou caractéristiques des matériaux qui permettent de détecter celles-ci.</p> <p>La procédure de détection de matériaux dangereux doit être consignée dans le cadre du système de gestion.</p>
2.1.4 Le papier valorisé ne doit pas contenir d'huiles absorbées, de solvants, de peintures, d'aliments gras et/ou aqueux pouvant être détectés par une inspection visuelle.	<p>Le personnel compétent effectue une inspection visuelle de chaque expédition. Lorsque des signes d'absorption fluide, à l'exception de l'eau susceptible d'entraîner, par exemple, des formations de moisissures ou des odeurs, sont constatés lors de l'inspection visuelle, l'expédition garde le statut de déchet.</p> <p>Le personnel reçoit une formation sur les éventuels types de contamination qui peuvent être associés au papier valorisé ainsi que sur les composants ou caractéristiques des matériaux qui permettent de détecter les contaminants.</p> <p>La procédure de détection des contaminants doit être consignée dans le cadre du système de gestion.</p>
Sous-Section 2.2. Déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation	
2.2.1 Les déchets dangereux, les déchets organiques, les déchets municipaux mixtes et les produits usagés destinés à l'hygiène corporelle ne peuvent pas être utilisés en tant qu'intrants.	Un contrôle d'admission de tous les déchets reçus contenant du papier (par inspection visuelle) et de la documentation qui les accompagne est effectué par le personnel compétent, qui est formé à reconnaître les intrants contenant du papier qui ne satisfont pas aux critères établis dans la présente section.

Critères	Obligations en matière d'autocontrôle
Sous-Section 2.3. Techniques et procédés de traitement	
2.3.1 Les déchets de papier ont été triés à la source et sont séparés de tout autre type de déchets. 2.3.2 Tous les traitements nécessaires à la préparation du papier pour une utilisation directe comme matière première dans la fabrication de papier, tels que le tri, la séparation, le nettoyage ou le classement, à l'exception du décompactage, doivent être terminés.	En cas de tri des déchets de papier à la source, le tri est assujéti à la mise en œuvre d'un système de gestion qui vérifie sur place la qualité des lots triés à la source.

Section 3. — Attestation de conformité

Modèle**Attestation de conformité aux critères de "fin du statut de déchet" pour le papier valorisé**

1.	Producteur/importateur du papier valorisé: N° de la décision d'enregistrement de sortie de statut de déchet : Nom: Adresse: Personne de contact: Téléphone: Télécopieur: Adresse électronique: Destinataire: Nom: Adresse: Personne de contact: Téléphone: Télécopieur: Adresse électronique:
2.	a) Catégorie de papier valorisé conformément à la norme EN-643 (version du [...]): b) Teneur estimée en composants autres que le papier, en points de pourcentage du poids séché à l'air: c) Origine des matériaux (cochez la réponse appropriée) c.1) origine "matériaux multiples", par exemple collectes mixtes. c.2) origine "matériau unique", par exemple collectes séparées à la source.
3.	L'expédition est conforme aux spécifications de la norme EN-643 (version du [...]).
4.	Date de l'expédition : Numéro d'immatriculation/d'identification du moyen de transport : Poids de l'expédition, en tonne :
5.	La présente expédition satisfait aux critères visés sous a), b) et c) au point 1.3 de l'annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du..... portant exécution la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4 ^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.
6.	Le producteur du papier valorisé applique un système de gestion conforme aux exigences de la section 4 de l'annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du portant exécution la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4 ^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets et qui a été vérifié par un organisme d'évaluation de la conformité accrédité pour cette réglementation.
7.	Le matériau contenu dans la présente expédition est destiné exclusivement à l'utilisation de fibres de papier dans la fabrication de papier.
8.	Déclaration du producteur/de l'importateur du papier valorisé: Je soussigné certifie que les renseignements ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. Nom: Date: Signature:

Section 4. — Système de gestion concernant les critères « fin du statut de déchet » relatifs au papier valorisé

4.1. Le producteur applique un système de gestion permettant de démontrer la conformité aux critères visés au point 1.3 de la présente annexe.

4.2. Le système de gestion comprend, pour chacun des aspects suivants, un ensemble de procédures dont il est conservé une trace écrite :

a) contrôle de la qualité du papier valorisé issu de l'opération de valorisation tel qu'établi à la sous-section 2.1 de la présente annexe (comprenant un échantillonnage et une analyse);

b) contrôle d'admission des déchets utilisés comme intrants dans l'opération de valorisation tel qu'établi à la sous-section 2.2 de la présente annexe;

c) contrôle des procédés et techniques de traitement décrits à la sous-section 2.3 de la présente annexe;

d) retour d'information des clients en ce qui concerne le respect des normes de qualité applicables au papier valorisé;

e) enregistrement des résultats des contrôles réalisés au titre des points a) à d);

- f) examen et amélioration du système de gestion;
- g) formation et qualification du personnel.

4.3. Le système de gestion prévoit également les exigences spécifiques de contrôle définies à la section 2 de la présente annexe pour chaque critère.

4.4. Un organisme d'évaluation de la conformité, tel que défini dans le règlement (CE) n°765/2008 du Parlement européen et du Conseil ayant obtenu une accréditation conformément à ce règlement, ou un vérificateur environnemental, tel que défini à l'article 2, paragraphe 20, point b), du règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil qui est accrédité ou agréé conformément aux dispositions dudit règlement certifie le système de gestion ou vérifie que le système de gestion est conforme aux exigences de la présente annexe. Cette vérification a lieu chaque année et, en cas de certification, un contrôle annuel a également lieu tout au long de la durée du certificat. Seuls les vérificateurs dotés des champs d'accréditation ou d'agrément énumérés ci-après, sur la base des codes NACE établis par le règlement (CE) n°1893/2006 du Parlement européen et du Conseil, sont considérés comme ayant une expérience spécifique suffisante pour effectuer la vérification mentionnée dans la présente annexe:

- Code NACE 38 (Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération); ou
- Code NACE 17 (Industrie du papier et du carton).

4.5. L'importateur requiert de ses fournisseurs qu'ils appliquent un système de gestion qui soit conforme aux exigences prévues aux points 4.1 à 4.3 et que ce système ait été vérifié par un organisme d'évaluation de la conformité externe indépendant accrédité pour la présente réglementation.

Le système de gestion du fournisseur est certifié soit par un organisme d'évaluation de la conformité accrédité par un organisme d'accréditation national dans le sens du règlement (CE) n°765/2008, soit par un vérificateur environnemental accrédité ou agréé pour la présente réglementation conformément au règlement (CE) n°1221/2009.

4.6. Le producteur accorde à l'administration l'accès au système de gestion si cette dernière en fait la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ANNEXE II

Section 1. — Généralités

1.1. Objet

La présente annexe établit les critères déterminant à quel moment les granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes cessent d'être des déchets.

1.2. Définitions

Au sens de la présente annexe, on entend par :

- a) "importateur": toute personne physique ou morale, établie dans l'Union européenne, qui introduit en Région wallonne des granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes ayant cessé d'être un déchet;
- b) "personnel compétent": le personnel qui, de par son expérience ou sa formation, est compétent pour examiner et évaluer les propriétés des granulats recyclés et notamment en ce qui concerne la détection d'intrants ou de lots non conformes aux critères édictés à la section 2.

1.3. Critères relatifs aux granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes

Les granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes cessent d'être des déchets lorsque la totalité des critères suivants sont remplis :

- a) les déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation satisfont aux critères établis dans la sous-section 2.1 de la présente annexe;
- b) les déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation sont traités, dans une installation de valorisation autorisée, conformément aux critères établis dans la sous-section 2.2 de la présente annexe;
- c) les granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes satisfont aux critères établis dans la sous-section 2.3 de la présente annexe;
- d) l'exploitant de l'installation de valorisation a conclu un contrat de cession pour les granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes;
- e) l'exploitant de l'installation de valorisation satisfait aux exigences établies aux points 1.4, 1.5 et à la section 4 de la présente annexe.

1.4. Contrôle de conformité

1.4.1. L'exploitant de l'installation autorisée d'élaboration de granulats recyclés applique un système de gestion de la qualité qui répond aux critères énumérés à la section 4 de la présente annexe.

Lorsque l'exploitant de l'installation autorisée d'élaboration de granulats recyclés n'est pas établi en Région wallonne, l'importateur s'assure que l'exploitant de l'installation autorisée d'élaboration de granulats recyclés a mis en place un tel système de gestion.

1.4.2. L'exploitant de l'installation autorisée d'élaboration de granulats recyclés, ou lorsque celui-ci n'est pas établi en région wallonne, l'importateur délivre pour chaque expédition d'objets réutilisés une attestation de conformité établie sur le modèle figurant à la section 3 de la présente annexe.

1.4.3. L'exploitant de l'installation autorisée d'élaboration de granulats recyclés ou l'importateur transmet l'attestation de conformité au destinataire de l'expédition des granulats recyclés. L'exploitant de l'installation autorisée d'élaboration de granulats recyclés ou l'importateur conserve une copie de cette attestation pendant au moins cinq ans après sa date de délivrance et la tient à disposition de l'administration.

1.4.4. L'attestation de conformité peut être délivrée sous forme électronique.

1.5. Granulats non conformes

1.5.1. S'il s'avère lors d'une inspection ou d'un contrôle qu'un ou plusieurs critères énumérés à la section 2 ne sont pas respectés ou si l'exploitant de l'installation autorisée d'élaboration de granulats recyclés, ou lorsque celui-ci n'est pas établi en région wallonne, l'importateur, ne peut pas fournir la preuve du respect des articles 1.3 ou 1.5, le lot sortant concerné est considéré comme déchet.

1.5.2. Le personnel compétent effectue une vérification administrative et une inspection visuelle des déchets entrant et des déchets sortant de l'installation d'élaboration de granulats recyclés. S'il existe un doute sur la nature ou la composition des déchets entrants ou sortants que des examens complémentaires ne permettent pas d'écartier, le personnel compétent l'expédie vers une installation de gestion de déchets autorisée à le recevoir.

Section 2. — Critères relatifs à la sortie du statut de déchet pour les granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes

Sous-section 2.1. — déchets entrants dans l'élaboration des granulats recyclés

2.1.1 Les seuls déchets acceptés en tant qu'intrants dans le processus d'élaboration des granulats recyclés sont les déchets suivants, pour autant qu'ils soient inertes :

- 01 01 02 Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères
- 01 04 08 Déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07.
- 01 04 09 Déchets de sable et d'argile.
- 01 04 13 Déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07.
- 10 12 08 Déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson).
- 17 01 01 Béton;
- 17 01 02 Briques;
- 17 01 03 Tuiles et céramiques;
- 17 01 07 Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06;
- 17 03 02 Mélanges bitumeux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01;
- 17 05 04 Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03;
- 17 07 95 Déchets de démolition provenant des bâtiments à caractère d'habitation, de services ou assimilés non mélangés à des matières putrescibles ou combustibles;
- 20 02 02 Terres et pierres.

2.1.2. Les déchets entrant dans le processus d'élaboration des granulats recyclés ne contiennent pas d'amiante, de goudrons ou de produits goudronnés.

2.1.3. Le personnel compétent de l'installation s'assure que les déchets proposés font partie de ceux listés au point 2.1.1 par des vérifications documentaires et un contrôle visuel du chargement à l'entrée de l'installation ainsi que lors du déchargement du véhicule. Le cas échéant, il effectue toutes analyses - complémentaires ou contradictoires - lui permettant d'apprécier la possibilité d'admettre le chargement. En cas de doute ou de non conformité des déchets entrants, ces déchets sont refusés.

Le personnel reçoit une formation à la détection des déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses, notamment les HAP et l'amiante. La procédure de détection et de gestion de déchets indésirables est consignée dans le système de gestion de la qualité.

Sous-section 2.2. — techniques et procédés de traitement

2.2.1 Tous les traitements tels que le broyage, le concassage, le criblage, le tri, l'extraction des éléments indésirables, la floculation des argiles, le lavage, nécessaires à la préparation des granulats recyclés pour leur utilisation directe et finale sont réalisés.

2.2.2 Une zone de réception des intrants constatés non conformes à la sous-section 1 est prévue.

2.2.3 Après leur élaboration, les stocks de granulats sont identifiés et physiquement séparés en fonction des résultats de la vérification de la conformité environnementale. Ils sont séparés par famille de matériaux et par type d'usage autorisé. Toutes les dispositions sont prises pour éviter le mélange de matériaux issus de stocks différents.

Les granulats élaborés à partir de déchets inertes et non conformes aux critères de la sous-section 2.3 sont identifiés et destinés à des filières adaptées et dûment autorisées à les recevoir.

Sous-section 2.3. — Qualité des granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes

2.3.1. Les granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes sont utilisables pour les applications en travaux de génie civil présentées dans le tableau ci-dessous. Les granulats recyclés peuvent faire l'objet d'un traitement préalable au ciment ou à la chaux.

Les granulats recyclés sont conformes aux spécifications des parties harmonisées des normes européennes qui servent de référence à leur marquage CE correspondant aux applications auxquelles ils sont destinés. Pour ces marquages, une attestation d'un niveau minimal CE2+ est exigée.

Les granulats recyclés ne peuvent pas contenir des traces apparentes d'éléments dont la nature, la forme, la dimension et la teneur peuvent être nuisibles à l'usage, tels que: grumeaux d'argile, charbon, lignite, coques, matières végétales, déchets organiques, sels nuisibles solubles ou insolubles et schistes houillers.

	APPLICATIONS						
	Remblayage technique	Enrobage	Utilisation en tant que MAR(*)	Sous-fondation	Fondation et Bétons maigres	Bétons de structure	Revêtement
	NORMES APPLICABLES						
	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 12620 ou NBN EN 13242	NBN EN 12620	NBN EN 12620 ou NBN EN 13043
Produits							
Sable de débris de béton	x	x	x	x	x	x	x
Grave de débris de béton	x	x	x	x	x	x	x
Gravillon de débris de béton	x			x	x	x	x
Sable de débris mixte	x	x	x	x	x	x	
Grave de débris mixte	x	x	x	x	x	x	
Gravillon de débris mixte	x			x	x	x	
Sable de débris hydrocarbonés	x	x	x	x	x		x
Grave de débris hydrocarbonés	x	x	x	x	x		x
Gravillons de débris hydrocarbonés	x			x	x		
Sable de débris hydrocarbonés	x	x	x	x	x		x
Grave de débris hydrocarbonés	x	x	x	x	x		x
Gravillons de débris hydrocarbonés	x			x	x		
Sable de pierre naturelle	x	x	x	x	x	x	x
Grave de pierre naturelle	x	x	x	x	x	x	x
Gravillon de pierre naturelle	x			x	x	x	
Sable de matériaux pierreux	x	x	x	x	x	x	x

	APPLICATIONS						
	Remblayage technique	Enrobage	Utilisation en tant que MAR(*)	Sous-fondation	Fondation et Bétons maigres	Bétons de structure	Revêtement
Grave de matériaux pierreux	x	x	x	x	x	x	x
Gravillon de matériaux pierreux	x			x	x	x	

(*) MAR : matériaux autocompactants réexcavables

2.3.2. Les granulats recyclés respectent les valeurs limites environnementales du tableau ci-dessous

Test de lixiviation

Le test est réalisé selon la norme NBN EN 12457-2 ou 4 pour les paramètres indiqués ci-dessous et doit être effectué par un laboratoire agréé :

Paramètres	Seuil limite (**)	Unités	Méthode analytique
pH	7 - 12		NBN EN ISO 10523
Conductivité	6 000	S/cm	ISO 7888
Métaux			
Sb	0,2	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Al	2 000	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
As (Tot)	0,1	mg/L	ISO 17378-2
Cd	0,1 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Co	0,1	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Cr(VI)	0,1 (*)	mg/L	ISO 11083 NBN EN ISO 18412
Cu	2,0 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Hg	0,02 (*)	mg/L	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852
Pb	0,2 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Mo	0,15	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Ni	0,2 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Ti	2,0	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Zn	0,9 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2

Paramètres	Seuil limite (**)	Unités	Méthode analytique
Azotés			
NO ₂ ²⁻	3,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1 ISO 15923-1 NBN EN ISO 13395
NH ₄ ⁺	50,0	mg/L	NBN EN ISO 11732 ISO 15923-1
Sels			
Cl ⁻	500,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
CN ⁻	0,46	mg/kg M.S.(1)	NBN EN ISO 14403-2
F ⁻	5,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
SO ₄ ²⁻	1 000,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
Hydrocarbures aromatiques polycycliques			
Anthracène	0,1	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Fluoranthène	0,12	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Naphtalène	130	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(a)pyrène	0,27	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(b)fluor-anthène	0,017	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(k)fluor-anthène	0,017	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(g,h,i)perylène	0,0082	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993

(*) la somme de la concentration de ces métaux doit être inférieure à 5 mg/l

(**) dans le cas où le seuil limite est inférieur au limite de quantification du laboratoire, le seuil limite correspond à la limite de quantification.

Test sur la composition de l'échantillon brut

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
Hydrocarbures extractibles (C10 à C40)	1 500	mg/kg M.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EOX (3)	7	mg/kg M.S.	NBN 6979

(1) M.S.: matière sèche.

(2) à n'exécuter que si leur présence est mise en évidence par un balayage en chromatographie en phase gazeuse à un spectromètre de masse (GC-MS).

(3) hydrocarbures halogénés extractibles.

2.3.4 La périodicité minimale de la vérification de la conformité environnementale des granulats recyclés est la suivante :

- une analyse d'échantillons par lots de 5.000 tonnes maximum de granulats recyclés
- ou, à défaut, d'atteindre cette production, une analyse toutes les quatre semaines de production.

L'échantillon présenté à l'analyse est un échantillon composite constitué d'au moins 10 prélèvements élémentaires (au moins 1 kg chacun), représentatifs du lot considéré ou de la production d'une même période. La méthode d'échantillonnage est consignée dans le système de gestion de la qualité. Le Ministre peut préciser les méthodes d'échantillonnage et d'analyse à utiliser.

Les granulats d'un lot ne peuvent pas sortir du statut de déchet avant que les résultats d'analyse ne soient connus et conformes.

Section 3. — Attestation de conformité

Modèle

Attestation de conformité aux critères de "fin du statut de déchet" pour les granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes.

1.	Exploitant de l'installation de production de granulats recyclés: N° de la décision d'enregistrement de sortie de statut de déchet : Nom: Adresse: Personne de contact: Téléphone: Télécopieur: Adresse électronique: Destinataire: Nom: Adresse: Personne de contact: Téléphone: Télécopieur: Adresse électronique:
2.	Nature des granulats recyclés :
3.	Date de l'expédition : Poids (tonne):
4.	La présente expédition satisfait aux critères visés au point 1.3 de l'annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4 ^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.
5.	L'exploitant de l'installation d'élaboration de granulats recyclé applique un système de gestion conforme aux exigences de la section 4 de l'annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4 ^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets et qui a été vérifié par un organisme d'évaluation de la conformité accrédité pour cette réglementation.
6.	Déclaration du producteur/de l'importateur de granulats recyclés à partir de déchets inertes: Je soussigné certifie que les renseignements ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. Nom: Date: Signature:

Section 4. — Système de gestion concernant les critères « fin du statut de déchet » relatifs aux granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes

4.1. L'exploitant de l'installation d'élaboration de granulats recyclés à partir de déchets inertes applique un système de gestion permettant de démontrer la conformité aux critères visés au point 1.3 de la présente annexe.

4.2. Le système de gestion comprend, pour chacun des aspects suivants, un ensemble de procédures dont il est conservé une trace écrite :

- a) contrôle de la qualité des granulats recyclés tel qu'établi à la sous-section 2.3 de la présente annexe;
- b) contrôle d'admission des déchets utilisés comme intrants dans l'opération d'élaboration des granulats recyclés tel qu'établi à la sous-section 2.1 de la présente annexe;
- c) contrôle des procédés et techniques de traitement décrits à la sous-section 2.2 de la présente annexe;
- d) retour d'information des clients en ce qui concerne le respect des normes de qualité applicables aux granulats recyclés élaborés à partir de déchets inertes;
- e) enregistrement des résultats des contrôles réalisés au titre des points a) à d);
- f) examen et amélioration du système de gestion;
- g) formation et qualification du personnel.

4.3. Le système de gestion prévoit également les exigences spécifiques de contrôle définies à la section 2 de la présente annexe pour chaque critère.

4.4. Un organisme d'évaluation de la conformité, tel que défini dans le règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ayant obtenu une accréditation conformément à ce règlement, ou un vérificateur environnemental, tel que défini à l'article 2, paragraphe 20, point b), du règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil qui est accrédité ou agréé conformément aux dispositions dudit règlement certifie le système de gestion ou vérifie que le système de gestion est conforme aux exigences de la présente annexe. Cette vérification a lieu chaque année et, en cas de certification, un contrôle annuel a également lieu tout au long de la durée du certificat. Seuls les vérificateurs dotés des champs d'accréditation ou d'agrément énumérés ci-après, sur la base des codes NACE établis par le règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil, sont considérés comme ayant une expérience spécifique suffisante pour effectuer la vérification mentionnée dans la présente annexe:

- Code NACE 38 (Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération).

4.5. L'importateur requiert de ses fournisseurs qu'ils appliquent un système de gestion qui soit conforme aux exigences prévues aux points 4.1 à 4.3 et que ce système ait été vérifié par un organisme d'évaluation de la conformité externe indépendant accrédité pour la présente réglementation.

Le système de gestion du fournisseur est certifié soit par un organisme d'évaluation de la conformité accrédité par un organisme d'accréditation national dans le sens du règlement (CE) n° 765/2008, soit par un vérificateur environnemental accrédité ou agréé pour la présente réglementation conformément au règlement (CE) n° 1221/2009.

4.6. Le producteur accorde à l'administration l'accès au système de gestion si ces dernières en font la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201545]

28. FEBRUAR 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung des in Artikel 4^{ter} des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 4^{ter}, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012 und abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013 und das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle;

Aufgrund der am 21. September 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 20. Oktober 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. August 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 61.890/2/V;

Aufgrund der am 25. November 2016 und 27. Januar 2017 abgegebenen Stellungnahmen der Kommission für Abfälle;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — Gegenstand, Definitionen und allgemeine Grundsätze

Artikel 1 - Dieser Erlass bestimmt das Verfahren zur Aufhebung der Abfalleigenschaft für Abfälle auf Antrag eines oder mehrerer Betreibers, einer Unternehmensgruppe oder eines Unternehmensverbandes, die/der zugunsten ihrer/seiner Mitglieder handelt.

Er gewährleistet die Umsetzung der europäischen Verordnungen bzw. Entscheidungen, die zur Ausführung von Artikel 6 § 2 der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien verabschiedet worden sind.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

3° Betreiber: der Betreiber einer Anlage oder einer Tätigkeit, die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung bzw. des Dekrets vom 20. Juli 2016 zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung oder aufgrund einer entsprechenden Regelung einer anderen Region oder eines anderen Landes eingestuft oder zugelassen ist.

Art. 3 - § 1. Jeder Betreiber, der das Ende der Abfalleigenschaft für verwertete oder recycelte Abfälle anerkennen lassen möchte, ist verpflichtet, einen Beschluss zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft nach dem in den Kapiteln 2, 3 oder 8 vorgesehenen Verfahren zu erhalten.

§ 2. Abweichend von § 1 und den Kapiteln 2 und 8 ist kein Beschluss zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft aufgrund des vorliegenden Erlasses erforderlich für recycelte oder verwertete Abfälle, die die Bedingungen und Kriterien erfüllen, die von der Europäischen Union in Anwendung von Artikel 6 § 2 der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien festgelegt wurden.

§ 3. Abweichend von § 1 und den Kapiteln 2 und 8 muss jeder Betreiber, der das Ende der Abfalleigenschaft für Abfälle anerkennen lassen möchte, deren Merkmale in jeder Hinsicht denen von Abfällen entsprechen, für die das Ende der Abfalleigenschaft in Ausführung von Kapitel 2 oder 8 anerkannt worden ist, vorher einen Beschluss zur Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft nach dem in Kapitel 3 vorgesehenen Verfahren erhalten.

§ 4. Abweichend von § 1 und Kapitel 2 muss jeder Betreiber, der das Ende der Abfalleigenschaft für Abfälle anerkennen lassen möchte, deren Merkmale in jeder Hinsicht denen von Abfällen entsprechen, für die das Ende der Abfalleigenschaft gemäß einem der Anhänge 1 bis 2 anerkannt worden ist, vorher einen Beschluss zur Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft nach dem in Kapitel 3 vorgesehenen Verfahren erhalten.

Art. 4 - Vom vorliegenden Erlass werden ausgenommen:

1° Abfälle, die für eine energetische Verwertung oder die Umwandlung im Hinblick auf eine Verwendung als Brennstoff bestimmt sind;

2° Abfälle, die in der Landwirtschaft oder für ökologische Zwecke in Form einer Ausbringung verwertet werden;

3° Erde, die als Aufschüttungsmaterial eingesetzt wird;

4° Abfälle, die für eine Verwertung in einem technischen Vergrabungszentrum bestimmt sind.

KAPITEL II — Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft

Art. 5 - Jeder Betreiber kann das Ende der Abfalleigenschaft auf dem Gebiet der Wallonischen Region für Abfälle beantragen, die er verwertet bzw. recycelt.

Der Antrag kann von mehreren Betreibern gemeinsam, von einer Unternehmensgruppe oder einem Unternehmensverband, die/der zugunsten ihrer/seiner Mitglieder handelt, eingereicht werden.

Art. 6 - § 1. Der Antrag auf Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft wird der Verwaltung in zwei Exemplaren per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung zugesandt oder gegen Abgabebescheinigung ausgehändigt. Ihm wird eine Kopie auf Datenträger beigelegt.

§ 2. Der Antrag umfasst:

1° die Daten zur Identifizierung des Antragstellers oder eines jeden Antragstellers bzw. eines jeden Mitglieds, wenn der Antrag von mehreren Betreibern bzw. von einer Unternehmensgruppe/einem Unternehmensverband eingereicht wird;

a) wenn es sich beim Antragsteller bzw. Mitglied um eine natürliche Person handelt: Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder jede andere gleichwertige Nummer, Name und Vorname, Anschrift, Geburtsort und -datum, Telefonnummer, evtl. Faxnummer und E-Mail-Adresse;

b) wenn es sich beim Antragsteller bzw. Mitglied um eine juristische Person handelt: Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder jede andere gleichwertige Nummer, Name, Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes und des Betriebssitzes, Name und Kontaktanschrift der Verantwortlichen des Betriebssitzes samt ihrer Telefonnummer, evtl. Faxnummer und E-Mail-Adresse;

c) wenn der Antrag von einer Unternehmensgruppe oder einem Unternehmensverband eingereicht wird: Zusammenhang der betroffenen Mitglieder mit dem in Ziffer 2 genannten Abfall;

2° die Identifizierung des Abfalls: gängige Bezeichnung, Jahresmenge und Codenummer nach Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

3° die Beschreibung des Abfallrecycling- oder Abfallverwertungsverfahrens, die zum Einsatz kommenden Eingangsströme und die Schritte, deren Ergebnis der Stoff oder Gegenstand ist;

4° die Beschreibung der spezifisch beabsichtigten Anwendung oder der Verwendung des Stoffs bzw. des Gegenstandes, für den die Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft beantragt wird, und die Gründe dafür;

5° gegebenenfalls einen von einem nach der Norm ISO-17025 akkreditierten oder einem nach dem Dekret bzw. den Bestimmungen von Buch I des Umweltgesetzbuches zugelassenen Labor erstellten Bericht über die Probenahme und die Analyse einer für den Stoff oder den Gegenstand repräsentativen Probe. Die Anzahl der Proben und der Analysen hängt vom erwarteten Mischungsverhältnis der Zusammensetzung ab. Im Bericht werden die getroffenen Entscheidungen mit Gründen versehen;

6° alle Informationen zum Nachweis, dass der Stoff bzw. der Gegenstand für die in Erwägung gezogene Verwendung sämtlichen in Artikel 4ter § 3 Absatz 1 des Dekrets genannten Bedingungen genügt;

7° die Kriterien, nach denen die Einhaltung dieser Bedingungen überprüft werden kann;

8° den Entwurf eines Musters und eines Inhalts für die in Artikel 21 § 1 erwähnte Konformitätserklärung;

9° eine Beschreibung des in Artikel 22 erwähnten Qualitätsmanagementsystems;

10° den Nachweis für die Einzahlung eines Betrags von 500 Euro auf das von der Verwaltung bestimmte Bankkonto pro betroffene juristische oder natürliche Person zur Deckung der Kosten für die Untersuchung der Akte;

11° eine unterzeichnete Verpflichtungserklärung zur Bestätigung, dass die mitgeteilten Angaben richtig und vollständig sind, in der das Datum sowie der Name, Vorname und die Funktion des Unterzeichners angegeben werden.

§ 3. Falls der Antrag Informationen enthält, die der Antragsteller als vertraulich oder in Zusammenhang mit dem Herstellungs- und Betriebsgeheimnis erachtet, werden die betroffenen Elemente unbeschadet der Bestimmungen über das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen in einen versiegelten Umschlag gesteckt. Die betroffenen Unterlagen tragen den Vermerk "vertraulich".

Art. 7 - Die Verwaltung bestätigt innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang des Antrags dessen Empfang, überprüft, ob dieser die Angaben und Dokumente nach Artikel 6 § 2 enthält, und übermittelt ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags per Einschreiben.

Ist der Antrag unvollständig, so setzt die Verwaltung den Antragsteller davon auf gleiche Weise und binnen derselben Frist in Kenntnis und nennt die Unterlagen und Angaben, die noch fehlen. Innerhalb von zwanzig Tagen ab Eingang der nachgereichten Unterlagen informiert die Verwaltung den Antragsteller per Einschreiben über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Art. 8 - § 1. Die Verwaltung kann die Stellungnahme des Referenzlabors einholen und übermittelt diesem gegebenenfalls einen zusammenfassenden Bericht sowie einen Beschlussentwurf.

Die Stellungnahme wird binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Tag abgegeben, an dem das Labor mit dem Antrag befasst wurde. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Stellungnahme als günstig.

In der Stellungnahme kann eine Änderung des Beschlussentwurfs oder die Hinzufügung zusätzlicher, für die Einhaltung der in Artikel 4ter § 3 Absatz 1 des Dekrets genannten Bedingungen erforderlich gewordener Kriterien vorgeschlagen werden.

§ 2. Die Verwaltung kann die Stellungnahme der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung einholen. Die Stellungnahme wird binnen der in § 1 Absatz 2 genannten Frist abgegeben.

§ 3. Die in Anwendung des vorliegenden Artikels abgegebenen Stellungnahmen sind unter Gefahr der Nichtigkeit mit Gründen zu versehen.

Art. 9 - Während des Verfahrens zur Untersuchung der Akte kann die Verwaltung jedes zusätzliche, zum Nachweis der Einhaltung der in Artikel 4ter § 3 Absatz 1 des Dekrets genannten Bedingungen geeignete Dokument verlangen.

Die Verwaltung kann auf Kosten des Antragstellers die Vorlage einer kritischen Analyse von in der Akte enthaltenen Unterlagen verlangen, die einer genaueren Überprüfung durch eine sachkundige externe Stelle, die einvernehmlich ausgewählt wird, bedürfen.

Die in den Artikeln 7 und 10 vorgesehenen Fristen werden ab dem Tag der Absendung der Anfrage ausgesetzt und laufen ab dem Tag des Eingangs der angefragten Dokumente weiter.

Art. 10 - § 1. Die Verwaltung befindet innerhalb einer Frist von hundertzehn Tagen ab dem Tag, an dem ihr Beschluss zur Bestätigung der Vollständigkeit des Antrags abgesandt wurde, über den Antrag auf Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft.

Der Beschluss wird dem Antragsteller per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung zugesandt, im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und der Öffentlichkeit über das Umweltportal der Webseite der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt.

Der Beschluss enthält die folgenden Angaben:

1° seine Nummer;

2° seine Gültigkeitsdauer, die zehn Jahre nicht überschreiten darf;

3° die Festlegung des Musters und des Inhalts der Konformitätserklärung;

4° die besonderen Bedingungen, die für die Einhaltung der in Artikel 4ter § 3 Absatz 1 des Dekrets genannten Bedingungen erforderlich sind.

Die auferlegten besonderen Bedingungen können insbesondere die Herkunft der Abfälle, die Art und Weise, wie sie anfallen, gesammelt, erzeugt oder behandelt werden, die Art und Zusammensetzung des Materials, die Grenzwerte für kontaminierende Stoffe, die zugelassene Anwendung, die zugelassene Verwendungsart oder ergänzende Bedingungen im Zusammenhang mit dem Qualitätssicherungssystem betreffen.

Fasst die Verwaltung keinen Beschluss binnen der in Absatz 1 genannten Frist, so gilt der Antrag als abgelehnt.

§ 2. In Übereinstimmung mit der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft, und soweit jene Richtlinie dies erfordert, teilt die Verwaltung der europäischen Kommission ihren Beschlussentwurf mit.

Die in § 1 vorgesehene Frist wird während der Phase der Konsultierung der europäischen Kommission ausgesetzt.

KAPITEL III — Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft

Art. 11 - Verwertet oder recycelt ein Betreiber Abfälle, die nach Abschluss des Verfahrens Merkmale aufweisen, die in jeder Hinsicht denen von Abfällen entsprechen, für die das Ende der Abfalleigenschaft in Ausführung von Kapitel 2 oder 8 bereits anerkannt worden ist, oder die zu den in Anhang 1 oder 2 genannten Materialien gehören und die auf sie anwendbaren Bedingungen erfüllen, so darf er einen Antrag auf Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft einreichen.

Art. 12 - § 1. Der Antrag nach Artikel 11 wird der Verwaltung in zwei Exemplaren per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung zugeschickt oder dort gegen Abgabebescheinigung ausgehändigt. Ihm wird eine Kopie auf Datenträger beigefügt.

§ 2. Der Antrag umfasst:

1° die Daten zur Identifizierung des Antragstellers:

a) wenn es sich beim Antragsteller um eine natürliche Person handelt: Eintragungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder jede andere gleichwertige Nummer, Name und Vorname, Anschrift, Geburtsort und -datum, Telefonnummer, evtl. Faxnummer und E-Mail-Adresse;

b) wenn es sich beim Antragsteller um eine juristische Person handelt: Eintragungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder jede andere gleichwertige Nummer, Name, Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes und des Betriebssitzes, Name und Kontaktschrift der Verantwortlichen des Betriebssitzes samt ihrer Telefonnummer, evtl. Faxnummer und E-Mail-Adresse;

2° die Nummer des nach dem in den Kapiteln 2 oder 8 vorgesehenen Verfahren erteilten Beschlusses zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft;

3° alle Informationen zum Nachweis, dass der Stoff bzw. der Gegenstand für die in Erwägung gezogene Verwendung sämtlichen in Artikel 4ter § 3 Absatz 1 des Dekrets genannten Bedingungen genügt und Merkmale aufweist, die in jeder Hinsicht denen von Abfällen entsprechen, für die das Ende der Abfalleigenschaft in Ausführung von Kapitel 2 oder 8 oder gemäß Anhang 1 oder 2 anerkannt worden ist;

4° die Kriterien, nach denen die Einhaltung dieser Bedingungen überprüft werden kann;

5° eine Beschreibung des in Artikel 22 erwähnten Qualitätsmanagementsystems;

6° den Nachweis für die Einzahlung eines Betrags von 500 Euro auf das von der Verwaltung bestimmte Bankkonto zur Deckung der Kosten für die Untersuchung der Akte;

7° eine unterzeichnete Verpflichtungserklärung zur Bestätigung, dass die mitgeteilten Angaben richtig und vollständig sind, in der das Datum sowie der Name, Vorname und die Funktion des Unterzeichnenden angegeben werden.

§ 3. Falls der Antrag Informationen enthält, die der Antragsteller als vertraulich oder in Zusammenhang mit dem Herstellungs- und Betriebsgeheimnis erachtet, werden die betroffenen Elemente unbeschadet der Bestimmungen über das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen in einen versiegelten Umschlag gesteckt. Die betroffenen Unterlagen tragen den Vermerk "vertraulich".

Art. 13 - Die Verwaltung bestätigt innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang des Antrags dessen Empfang, überprüft, ob dieser Antrag die Angaben und Dokumente nach Artikel 12 § 2 enthält, und sendet per Einschreiben ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Ist der Antrag unvollständig, so setzt die Verwaltung den Antragsteller davon auf gleiche Weise und binnen derselben Frist in Kenntnis und nennt die Unterlagen und Angaben, die noch fehlen Innerhalb von zwanzig Tagen ab Eingang der nachgereichten Unterlagen informiert die Verwaltung den Antragsteller per Einschreiben über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Art. 14 - Die Verwaltung befindet über den Antrag und nimmt innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Tag, an dem der Beschluss zur Bestätigung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zugesandt wird, eine Registrierung vor, durch welche die Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft beurkundet wird.

Der Beschluss wird dem Antragsteller per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung zugesandt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Der Beschluss zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft wird der Öffentlichkeit über das Umweltportal der Webseite der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt.

Die Gültigkeit der Registrierung wird auf die Gültigkeit des Beschlusses zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft begrenzt, von dem sie abgeleitet wird und der nach dem Verfahren in Kapitel 2 oder 8 erteilt wurde, oder wird auf zehn Jahre beschränkt, falls es sich um einen in Anhang 1 oder 2 aufgeführten Stoff bzw. Gegenstand handelt.

Die gesamten Bedingungen, die den Inhabern des nach dem Verfahren in Kapitel 2 oder 8 erteilten Beschlusses zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft auferlegt werden, gelten für den Inhaber der Registrierung.

Fasst die Verwaltung keinen Beschluss binnen der in Absatz 1 genannten Frist, so gilt der Antrag als abgelehnt.

Art. 15 - Während des Verfahrens zur Untersuchung der Akte kann die Verwaltung jedes zusätzliche Dokument verlangen, das dazu geeignet ist, nachzuweisen, dass die in Artikel 4ter § 3 Absatz 1 des Dekrets genannten Bedingungen erfüllt sind und der Stoff bzw. Gegenstand Merkmale aufweist, die in jeder Hinsicht denen von Abfällen entsprechen, für die das Ende der Abfalleigenschaft in Ausführung von Kapitel 2 oder 8 anerkannt worden ist. Die in den Artikeln 13 und 14 vorgesehenen Fristen werden ab dem Tag der Absendung der Informationsanfrage ausgesetzt und laufen ab dem Tag des Eingangs der zusätzlichen Dokumente weiter.

KAPITEL IV — *Änderung, Aussetzung oder Entzug der Anerkennung und der Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft*

Art. 16 - Im Falle der Änderung eines der im Antrag oder im aufgrund von Kapitel 2, 3, 5, oder 8 erteilten Beschluss zur Anerkennung oder Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft angegebenen Elemente informiert der Betreiber die Verwaltung unverzüglich per Post darüber.

Art. 17 - § 1. Die Verwaltung kann die im aufgrund von Kapitel 2, 3, 5 oder 8 erteilten Beschluss zur Anerkennung oder Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft enthaltenen Bedingungen ergänzen oder ändern, falls sich aus den Fortschritten im Bereich des Umweltschutzes und der menschlichen Gesundheit ergibt, dass die besonderen Bedingungen nicht mehr geeignet sind, den Anforderungen von Artikel 4ter § 3 des Dekrets gerecht zu werden.

§ 2. Vor dem Beschluss nach § 1 teilt die Verwaltung den Inhabern des Beschlusses zur Anerkennung oder Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft ihre Absichten mit und gibt ihnen die Möglichkeit, ihre Bemerkungen vorzubringen.

Art. 18 - § 1. Nachdem die Verwaltung den Inhabern des Beschlusses zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft die Möglichkeit gegeben hat, ihre Bemerkungen vorzubringen, kann sie zulasten der Betreiber, die die in Artikel 4ter § 3 Absatz 1 des Dekrets genannten Bedingungen, die in Anwendung von Artikel 10 oder 14 auferlegten besonderen Bedingungen oder die in oder aufgrund von dem in einer anderen Region bzw. einem anderen Staat erhaltenen und kraft Artikel 23 anerkannten Beschluss über das Ende der Abfalleigenschaft vorgeschriebenen Bedingungen nicht mehr einhalten, den Rechtsvorteil des Beschlusses zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft für eine von ihr bestimmten Dauer aussetzen oder entziehen.

§ 2. Vor jedem Beschluss nach § 1 richtet die Verwaltung eine Verwarnung an die Inhaber des Beschlusses zur Anerkennung oder Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft unter Angabe der Frist für die Einhaltung.

§ 3. Abweichend von §§ 1 und 2 kann der Rechtsvorteil des Beschlusses zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft in besonders begründeten Dringlichkeitsfällen, und soweit die Anhörung des Inhabers zu einer Verzögerung mit negativen Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit führen könnte, unverzüglich und ohne Anhörung des besagten Inhabers ausgesetzt werden.

Art. 19 - § 1. Jeder aufgrund von Artikel 17 § 1 und 18 §§ 1 und 3 gefasste Beschluss wird den Betroffenen per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung notifiziert.

§ 2. Die Aussetzung, der Entzug oder die Änderung des Beschlusses zur Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und der Öffentlichkeit über das Umweltportal der Webseite der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt.

KAPITEL V — *Beschwerde*

Art. 20 - § 1. Gegen die Beschlüsse, die von der Verwaltung in Anwendung von den Artikeln 10, 14, 17 § 1 Absatz 2, 18 § 1 Absatz 2 und § 3, und 23 Absatz 5 gefasst wurden, kann der Inhaber des Beschlusses betreffend die Anerkennung des Endes der Abfalleigenschaft bei dem Minister Beschwerde einreichen.

Ist nach Ablauf der in Artikel 11, 14 und 23 Absatz 5 vorgesehenen Fristen kein Beschluss gefasst worden, so können die Antragsteller den Minister auffordern, einen Beschluss zu fassen.

§ 2. Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist die Klageschrift nach § 1 Absatz 1 und 2 innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses oder, falls kein Beschluss vorliegt, ab dem Ablauf der vorgesehenen Frist einzureichen. Die Klageschrift wird der Verwaltung per Einschreiben zugeschickt oder dort gegen Abgabebescheinigung ausgehändigt.

Sie wird unterzeichnet und umfasst mindestens die folgenden Angaben:

1° wenn es sich beim Beschwerdeführer um eine natürliche Person handelt: Name, Vorname und Anschrift des Beschwerdeführers;

2° wenn es sich beim Beschwerdeführer um eine juristische Person handelt: Bezeichnung oder Gesellschaftsname, Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung der Beschwerde bevollmächtigten Person;

3° Referenzen, Gegenstand, Datum und Abschrift des angefochtenen Beschlusses;

4° gegen den angefochtenen Beschluss vorgetragene Mittel;

5° ggf. den Wunsch, von der Verwaltung angehört zu werden.

§ 3. Binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Klageschrift bestätigt die Verwaltung deren Empfang und sendet per Einschreiben ihren Beschluss über deren Zulässigkeit und Vollständigkeit ab.

Ist die Akte unvollständig, so setzt sie unter Angabe der fehlenden Unterlagen oder Auskünfte den Beschwerdeführer unter denselben Bedingungen und binnen derselben Frist in Kenntnis davon. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Ergänzungen unterrichtet die Verwaltung nach den in Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten den Beschwerdeführer über die Vollständigkeit der Klage.

§ 4. Wird vom Beschwerdeführer keine Anhörung beantragt, so erstattet die Verwaltung dem Minister Bericht innerhalb von dreißig Tagen ab der Sendung des Beschlusses über die Zulässigkeit und Vollständigkeit der Klage.

Der Minister notifiziert dem Beschwerdeführer seine Entscheidung mit Kopie an die Verwaltung innerhalb von fünfzig Tagen ab der Sendung des Beschlusses über die Zulässigkeit und Vollständigkeit der Klage.

Falls der Beschluss des Ministers nicht innerhalb der im vorstehenden Absatz erwähnten Frist notifiziert wird, wird der angefochtene Beschluss bestätigt.

§ 5. Wird vom Beschwerdeführer eine Anhörung beantragt, so teilt ihm die Verwaltung innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Beschlussfassung über die Zulässigkeit und Vollständigkeit der Klage das Datum und den Ort für die Anhörung mit. Das Datum der Anhörung wird innerhalb der nächsten 45 Tage nach der Beschlussfassung über die Zulässigkeit und Vollständigkeit der Klage anberaumt. Die Verwaltung erstattet dem Minister Bericht innerhalb von dreißig Tagen ab der Anhörung.

Der Minister notifiziert dem Beschwerdeführer seinen Beschluss innerhalb von fünfzig Tagen ab der Anhörung per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung, mit Kopie an die Verwaltung.

Falls der Beschluss des Ministers nicht innerhalb der im vorstehenden Absatz erwähnten Frist notifiziert wird, wird der angefochtene Beschluss bestätigt.

§ 6. Der Minister kann auf Kosten des Beschwerdeführers die Vorlage einer kritischen Analyse von in der Akte enthaltenen Unterlagen verlangen, die einer genaueren Überprüfung durch eine sachkundige externe Stelle, die einvernehmlich ausgewählt wird, bedürfen.

Der Beschluss, eine kritische Analyse aufzuerlegen, kann zu jedem Zeitpunkt des Verfahrens zur Untersuchung der Klage gefasst werden. Er setzt die Fristen des vorliegenden Artikels aus.

§ 7. In Übereinstimmung mit der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft, und soweit jene Richtlinie dies erfordert, teilt der Minister der europäischen Kommission seinen Entscheidungsentwurf mit.

Die in §§ 4 und 5 vorgesehene Frist wird in der Phase der Konsultierung der europäischen Kommission ausgesetzt.

KAPITEL VI — *Umsetzung*

Art. 21 - § 1. Jeder Betreiber einer Anlage nach Artikel 5, 11 und 23, der das Verfahren einer Aufhebung der Abfalleigenschaft umsetzt, erteilt für jede Partie Stoffe bzw. Gegenstände, die nicht mehr als Abfall angesehen werden, eine Konformitätserklärung. Er übergibt diese Konformitätserklärung dem nächsten Inhaber.

§ 2. Jeder Anlagenbetreiber, in dessen Herstellungsprozess Stoffe bzw. Gegenstände involviert sind, die nicht mehr als Abfall angesehen werden, darf sie nur dann einsetzen, wenn er vom früheren Inhaber für jede Partie Stoffen bzw. Gegenstände, die nicht mehr als Abfall angesehen werden, eine Konformitätserklärung erhält.

§ 3. Die in §§ 1 und 2 genannten Betreiber bewahren während eines Zeitraums von mindestens fünf Jahren eine Abschrift der Konformitätserklärungen auf.

KAPITEL VII — *Qualitätsmanagementsystem*

Art. 22 - Die Betreiber von Anlagen nach Artikel 5, 11 und 23, die das Verfahren zur Aufhebung der Abfalleigenschaft umsetzen, wenden ein Qualitätsmanagementsystem an, das die Verfahren zur Kontrolle der Kriterien für die Aufhebung der Abfalleigenschaft abdeckt.

Das Qualitätsmanagementsystem umfasst mindestens:

- 1° die Verfahren zur Annahmekontrolle der Abfälle, die dem Verwertungsvorgang als Input zugeführt werden;
- 2° die Verfahren zur Kontrolle der Verarbeitungsprozesse und -techniken;
- 3° die Verfahren zur Kontrolle der Qualität der Abfälle, die dem Verwertungsvorgang entstammen;
- 4° die Verfahren für die Rückmeldung von den Kunden an den Betreiber über die Qualität der Güter, die nicht mehr als Abfall angesehen werden;
- 5° die Erfassung der Ergebnisse der Kontrollen nach den Ziffern 1 bis 3 und der Rückmeldung nach Ziffer 4;
- 6° die Beschreibung der Methode zur Schulung und Umschulung des Personals;
- 7° die Bewertung des Qualitätssicherungssystems;
- 8° für jeden Bestandteil des Qualitätssicherungssystems, eine Liste der verantwortlichen Personen.

Eine unparteiische Bewertungsstelle überprüft alle drei Jahre das Qualitätsmanagementsystem und die Einhaltung der gesamten in Artikel 4ter § 3 Absatz 1 des Dekrets genannten Bedingungen. Soweit in Anhang 1 oder 2 nicht anders bestimmt, gehört diese Stelle zu einer der folgenden Kategorien:

- a) akkreditierte Stelle für die Erzeugniszertifizierung;
- b) Konformitätsbewertungsstelle im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates, die nach dieser Verordnung akkreditiert wurde,
- c) Umweltgutachter im Sinne von Artikel 2 § 20 Buchstabe b) der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2009, der nach dieser Verordnung zugelassen wurde.

Die Stellen unter den Buchstaben b) und c) sind für wirtschaftliche Aktivitäten im Zusammenhang mit dem NACE-Code 38 (Sammlung, Behandlung und Beseitigung von Abfällen; Rückgewinnung) akkreditiert bzw. zugelassen.

KAPITEL VIII — *Anerkennung eines von anderen Regionen oder Staaten gefassten Beschlusses über das Ende der Abfalleigenschaft*

Art. 23 - Ein Beschluss über das Ende der Abfalleigenschaft, der in einer anderen Region oder in einem EU-Mitgliedsstaat gefasst wurde, findet Anwendung innerhalb des Gebiets, sofern der Inhaber vorher der Verwaltung die folgenden Elemente übermittelt:

1° eine Abschrift des Beschlusses sowie die Belege dafür, dass dieser das gleiche Maß an Umweltschutz gewährleistet wie eine in der Wallonischen Region erteilte Anerkennung;

2° den Nachweis, dass der Beschluss gemäß der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft Gegenstand einer Mitteilung an die Kommission war, wenn diese Mitteilung Anwendung findet;

3° die Elemente, aus denen sich ergibt, dass das anwendbare Qualitätsmanagementsystem eingehalten wird;

4° den Beleg der Einzahlung eines Betrags von 500 Euro für die Deckung der Untersuchungskosten der Akte auf das von der Verwaltung bestimmte Bankkonto.

Eine französische Übersetzung der in einem anderen Staat ausgestellten Beschlüsse wird ebenfalls vorgelegt, wenn sie in einer anderen Sprache als Französisch oder Englisch erstellt worden sind.

Ist die Akte unvollständig, so setzt die Verwaltung unter Angabe der fehlenden Unterlagen oder Auskünfte den Antragsteller innerhalb von 20 Tagen ab Antragseingang davon in Kenntnis.

Ist eine der Bedingungen in den Absätzen 1 und 2 nicht erfüllt, so unterrichtet die Verwaltung den Antragsteller innerhalb von 75 Tagen ab Antragseingang von der Verweigerung der Anerkennung.

Sind die Bedingungen in den Absätzen 1 und 2 erfüllt, so benachrichtigt die Verwaltung den Antragsteller innerhalb von neunzig Tagen ab Antragseingang von der Anerkennung in der Wallonie. Die Dauer der Anerkennung wird auf die Gültigkeitsdauer des Beschlusses begrenzt, der Gegenstand dieser Anerkennung war, und darf zehn Jahre nicht überschreiten. Der Inhaber muss die Verwaltung binnen zwanzig Tagen per Einschreiben oder mittels Abgabe gegen Empfangsbescheinigung über alle von der betreffenden Behörde einer anderen Region oder eines anderen EU-Mitgliedsstaats getroffenen Maßnahmen zur Aufhebung, Aussetzung oder Änderung des Beschlusses, der Gegenstand dieser Anerkennung gewesen ist, informieren.

KAPITEL IX — *Abänderungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 24 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle wird ein Artikel 14/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 14/2 - Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf Abfälle, für die in Anwendung von Artikel 4ter des Dekrets die Abfalleigenschaft aufgehoben wurde."

Art. 25 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle werden in Anlage 1 folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In der Spalte betreffend die Merkmale des verwerteten Abfalls, wird für die Codes 010408, 170101, 170103, 170302A und 170302B die folgende Wortfolge angefügt: "und zudem der Qualitätssicherungsprüfung in Anlage III standgehalten haben";

b) In der Spalte betreffend die Anwendungsarten wird für die Codes 010408, 170101, 170103, 170302A und 170302B die folgende Wortfolge vor den ersten Gedankenstrich angefügt: "Nur auf der Baustelle, auf der die Abfälle angefallen sind:".

Art. 26 - Artikel 25 tritt am 1. Juli 2021 in Kraft.

Art. 27 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen wird in Artikel 64 ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Artikel 27 § 1 Absatz 2 tritt am 1. Mai 2020 in Kraft."

Art. 28 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 28. Februar 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

ANHANG I

Abschnitt 1 — Allgemeines

1.1. Gegenstand

Vorliegender Anhang legt die Kriterien fest, nach denen bestimmt werden kann, zu welchem Zeitpunkt Papier, das einem Verwertungsvorgang unterzogen wurde und als Papierfaser für die Papierherstellung verwendet werden soll, nicht mehr als Abfall gilt.

1.2. Definitionen

Im Sinne des vorliegenden Anhangs gelten folgende Definitionen:

a) "Altpapier": Papier und Karton, das/der einem Verwertungsvorgang zum Zwecke seiner Verwendung als Papierfaser unterzogen wurde;

b) "Empfänger": die natürliche oder juristische Person, die Altpapier zum Zwecke einer Verwendung als Papierfaser für die Papierherstellung abnimmt;

c) "Hersteller": die natürliche oder juristische Person, die Altpapier, das nicht mehr als Abfall gilt, an einen Empfänger überträgt;

d) "Einführer": jede natürliche oder juristische, in der Europäischen Union niedergelassene Person, die Altpapier, das nicht mehr als Abfall gilt, in die Wallonische Region verbringt;

e) "Lieferant": derjenige, der dem Einführer Abfälle liefert, die dem Verwertungsvorgang zugeführt werden können;

f) "qualifiziertes Personal": Personal, das aus Erfahrung oder aufgrund seiner Ausbildung qualifiziert ist, die Eigenschaften von Altpapier zu untersuchen und zu bewerten;

g) "Sichtprüfung": die Prüfung aller Teile des Altpapiers mit bloßem Auge oder jedem nicht spezialisierten Gerät;

h) "Sendung": eine Partie Altpapier, die von einem Hersteller an einen Empfänger abgegeben werden soll und in einer oder mehreren Beförderungseinheiten (z. B. Container) enthalten sein kann.

1.3. Kriterien für Altpapier

Altpapier gilt nicht mehr als Abfall, wenn bei seiner Übertragung vom Hersteller an einen Empfänger alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

a) Das durch den Verwertungsvorgang gewonnene Papier genügt den im Unterabschnitt 2.1 vorliegenden Anhangs festgelegten Kriterien;

b) Die dem Verwertungsvorgang zugeführten Abfälle genügen den im Unterabschnitt 2.2 vorliegenden Anhangs festgelegten Kriterien;

c) Die dem Verwertungsvorgang zugeführten Abfälle wurden nach den im Unterabschnitt 2.3 vorliegenden Anhangs festgelegten Kriterien in einer genehmigten Verwertungsanlage behandelt;

d) Der Hersteller oder der Einführer genügt den im Punkt 1.4 und im Abschnitt 4 vorliegenden Anhangs festgelegten Anforderungen;

e) Das Altpapier wird direkt an den Empfänger übertragen, um als Papierfaser für die Papierherstellung verwendet zu werden, ohne zusätzlich zum normalen industriellen Verfahren auch noch eine andere Behandlung durchlaufen zu müssen.

1.4. Konformitätskontrolle

1.4.1. Der Hersteller wendet ein Managementsystem an, das den im Abschnitt 4 vorliegenden Anhangs aufgelisteten Kriterien entspricht.

Ist der Hersteller nicht in der Wallonischen Region niedergelassen, vergewissert sich der Einführer, dass der Hersteller ein solches Managementsystem eingeführt hat.

1.4.2. Der Hersteller bzw. der Einführer, wenn der Hersteller nicht in der Wallonischen Region niedergelassen ist, stellt für jede Sendung Altpapier eine nach dem Muster im Abschnitt 3 vorliegenden Anhangs erstellte Konformitätserklärung aus. Eine Abschrift dieser Erklärung wird bei der Übertragung des Papiers mitgeführt.

1.4.3. Der Hersteller bzw. der Einführer leitet die Konformitätserklärung an den Empfänger der Sendung Altpapier weiter. Der Hersteller bzw. der Einführer bewahrt eine Abschrift dieser Erklärung während eines Zeitraums von mindestens fünf Jahren nach Ausstellungsdatum auf und stellt sie der Verwaltung zur Verfügung.

1.4.4. Die Konformitätserklärung kann in elektronischer Form vorliegen.

1.5. Nicht konformes Altpapier

1.5.1. Das Altpapier, für das der Hersteller bzw. Einführer nicht imstande ist, eine Konformitätserklärung vorzulegen, oder bei dem sich im Rahmen einer Prüfung oder einer Kontrolle herausstellt, dass ein oder mehrere im Abschnitt 2 aufgelistete Kriterien nicht erfüllt sind, wird als Abfall angesehen.

1.5.2. Gilt das Altpapier gemäß vorstehendem Punkt 1.5.1 als Abfall, so wird seine Übertragung an den Empfänger nur unter der Bedingung erlaubt, dass dieser Empfänger über eine Genehmigung für die Behandlung von Abfällen verfügt. Ist es nicht der Fall, dann wird das Papier dem Hersteller zurückgesandt.

Abschnitt 2 — Kriterien für Altpapier

Kriterien	Anforderungen an die Selbstkontrolle
Unterabschnitt 2.1. Qualität des durch den Verwertungsvorgang gewonnenen Papiers	
2.1.1 Das aus dem Verwertungsverfahren gewonnene Papier wird nach der europäischen Norm EN 643 sortiert.	Jede Sendung wird von qualifiziertem Personal sortiert.
2.1.2 Der Anteil der Nicht-Papier-Bestandteile beträgt höchstens 1,5 % des Lufttrockengewichts. Nicht-Papier-Bestandteile umfassen jedwedes im Altpapier enthaltene Material, das sich von Papier unterscheidet und mittels Techniken zur Trockensortierung getrennt werden kann. Beispiele für andere Bestandteile als Papier: Metalle, Kunststoff, Glas, Textilwaren, Erde, Sand, Aschen, Staub, Wachs, Bitumen, Keramik, Gummi, Gewebe, Holz und synthetische organische Substanzen. Mit den Papierfasern verbundene mineralische Füllstoffe wie Lehm, Calciumcarbonat und Stärke werden als Teil des Papiers und nicht als Nicht-Papier-Bestandteile betrachtet.	Qualifiziertes Personal unterzieht jede Sendung einer Sichtprüfung. In angemessenen zeitlichen Abständen werden (vorbehaltlich einer Überarbeitung im Falle erheblicher Änderungen der Bearbeitungsvorgänge) repräsentative Stichproben des Altpapiers gravimetrisch analysiert, um den Gesamtanteil von Nicht-Papier-Bestandteilen festzustellen. Der Anteil von Nicht-Papier-Bestandteilen wird durch Wiegen analysiert, nachdem die Stoffe unter sorgfältiger Sichtprüfung mechanisch oder gegebenenfalls manuell getrennt wurden. Die angemessenen zeitlichen Abstände der Kontrolle durch Stichprobenahme werden unter Berücksichtigung nachstehender Faktoren festgelegt: . voraussichtliches Variabilitätsmuster (etwa auf der Grundlage historischer Ergebnisse); . inhärentes Risiko der Variabilität der Qualität des dem Verwertungsvorgang und etwaigen anschließenden Bearbeitungen zugeführten Abfalls, z. B. ein überdurchschnittlich hoher Anteil von Kunststoff oder Glas in sortiertem Altpapier aus gemischten Abfallsammlungssystemen; . inhärente Präzision der Kontrollmethode, sowie . Annäherung der Ergebnisse an den Maximalgrenzwert für Nicht-Papier-Bestandteile von 1,5 % des Lufttrockengewichts. Das Verfahren, nach dem die Kontrollhäufigkeit festgelegt wird, sollte als Teil des Managementsystems dokumentiert werden und für ein Audit zur Verfügung stehen.

Kriterien	Anforderungen an die Selbstkontrolle
2.1.3 Das Altpapier, einschließlich seiner Bestandteile und insbesondere Druckfarben und Farbstoffe, weist keine der in Anhang III der Richtlinie 2008/98/EG aufgeführten gefahrenrelevanten Eigenschaften auf. Es steht mit den in der Entscheidung 2000/532/EG der Kommission festgelegten Konzentrationsgrenzen in Einklang und überschreitet nicht die in Anhang IV der Verordnung (EG) Nr. 850/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates festgelegten Konzentrationsgrenzen.	Qualifiziertes Personal unterzieht jede Sendung einer Sichtprüfung. Ergibt die Sichtprüfung einen Hinweis auf mögliche gefahrenrelevante Eigenschaften, so sind weitere geeignete Kontrollmaßnahmen zu treffen (wie z.B. Stichprobenahme oder ggf. Analyse). Das Personal wird in Bezug auf potenzielle gefahrenrelevante Eigenschaften von Altpapier sowie in Bezug auf Materialbestandteile oder -merkmale geschult, anhand deren es diese gefahrenrelevanten Eigenschaften erkennen kann. Das Vorgehen zur Ermittlung gefährlicher Stoffe wird im Rahmen des Managementsystems dokumentiert.
2.1.4 Altpapier darf kein absorbiertes Öl, Lösungsmittel, Farben, fetthaltige und/oder wässrige Lebensmittel enthalten, die durch Sichtprüfung festgestellt werden können.	Qualifiziertes Personal unterzieht jede Sendung einer Sichtprüfung. Werden bei der Sichtprüfung nicht vernachlässigbare Zeichen einer Flüssigkeitsaufnahme (außer Wasser) festgestellt, die z. B. zu Schimmelbildung oder Geruchsbelästigung führen kann, ist die Sendung weiterhin als Abfall zu betrachten. Das Personal wird in Bezug auf potenzielle Arten der Verunreinigung von Altpapier sowie Materialbestandteile oder -merkmale geschult, anhand deren es verunreinigende Stoffe erkennen kann. Das Vorgehen zur Ermittlung von Verunreinigungen wird im Rahmen des Managementsystems dokumentiert.
Unterabschnitt 2.2. Dem Verwertungsvorgang zugeführte Abfälle	
2.2.1 Gefährliche Abfälle, organische Abfälle, gemischte Siedlungsabfälle und benutzte Artikel zur Körperpflege werden nicht als Input im Verwertungsverfahren eingesetzt.	Qualifiziertes Personal, das geschult ist, papierhaltigen Abfall zu erkennen, der die Kriterien dieses Abschnitts nicht erfüllt, nimmt eine Annahmekontrolle des gesamten gelieferten papierhaltigen Abfalls (durch Sichtprüfung) und der Begleitpapiere vor.
Unterabschnitt 2.3: Behandlungstechniken und -prozesse	
2.3.1 Die Papierabfälle müssen an der Quelle sortiert worden sein und werden von allen sonstigen Abfällen getrennt. 2.3.2 Sämtliche Behandlungsschritte zur Vorbereitung des Papiers zum Zwecke einer Direktnutzung als Rohstoff in der Papierherstellung, wie die Sortierung, Trennung, Reinigung oder Einstufung, mit Ausnahme der Auflockerung, müssen abgeschlossen sein.	Falls die Sortierung der Papierabfälle an der Quelle erfolgt, muss ein Managementsystem eingesetzt werden, um die Qualität der an der Quelle sortierten Partien vor Ort zu überprüfen.

Abschnitt 3 — Konformitätserklärung

Muster**Konformitätserklärung in Bezug auf die Kriterien für das "Ende der Abfalleigenschaft" von Altpapier**

1.	<p>Hersteller/Einführer des Altpapiers: Nummer des Beschlusses zur Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft: Name: Anschrift: Kontaktperson: Telefon: Faxgerät: E-Mail-Adresse:</p> <p>Empfänger: Name: Anschrift: Kontaktperson: Telefon: Faxgerät: E-Mail-Adresse:</p>
2.	<p>a) Kategorie des Altpapiers nach der Norm EN-643 (Fassung vom [...]): b) geschätzter Anteil von Nicht-Papier-Bestandteilen, in Prozentpunkten des Lufttrockengewichts: c) Herkunft des Materials (Zutreffendes bitte ankreuzen) c.1) gemischtes Material, z. B. aus einer gemischten Sammlung. c.2) Einzelmateriale, z. B. Sammlung aus einer einzigen Quelle.</p>
3.	Die Sendung entspricht den Vorgaben der Norm EN-643 (Fassung vom [...]).
4.	<p>Datum der Sendung: Zulassungs-/Identifizierungsnummer des Transportmittels: Gewicht der Sendung, in Tonnen:</p>

5.	Diese Sendung genügt den Kriterien unter den Buchstaben <i>a)</i> , <i>b)</i> und <i>c)</i> und im Punkt 1.3 von Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle.
6.	Der Altpapier-Hersteller wendet ein Managementsystem an, das den Anforderungen in Abschnitt 4 von Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle entspricht und von einer für diese Regelung akkreditierten Konformitätsbewertungsstelle überprüft wurde.
7.	Das Material in dieser Sendung ist ausschließlich für die Verwendung als Papierfaser in der Papierherstellung bestimmt.
8.	Erklärung des Altpapier-Herstellers/Altpapier-Einführers: Ich erkläre hiermit, dass die obigen Informationen der Wahrheit entsprechen und nach bestem Wissen und Gewissen angegeben wurden. Name: Datum: Unterschrift:

Abschnitt 4 — Managementsystem betreffend die Kriterien für das "Ende der Abfalleigenschaft" in Bezug auf Altpapier

4.1. Der Hersteller wendet ein Managementsystem an, mit dem die Einhaltung der Kriterien im Punkt 1.3 des vorliegenden Anhangs nachgewiesen werden kann.

4.2. Das Managementsystem schließt eine Reihe dokumentierter Verfahren für jeden der nachstehenden Aspekte ein:

a) Kontrolle der Qualität von Altpapier, das durch den Verwertungsvorgang gemäß Unterabschnitt 2.1 des vorliegenden Anhangs (einschließlich Probenahme und Analyse) gewonnen wird;

b) Annahmekontrolle für Abfälle, die dem Verwertungsvorgang gemäß Unterabschnitt 2.2 des vorliegenden Anhangs als Input zugeführt werden;

c) Kontrolle der im Unterabschnitt 2.3 des vorliegenden Anhangs beschriebenen Behandlungstechniken und -prozesse;

d) Rückmeldung der Information an die Kunden zur Einhaltung der Qualitätsnormen für Altpapier;

e) Erfassung der Ergebnisse aus den Kontrollen nach den Buchstaben *a)* bis *d)*;

f) Prüfung und Verbesserung des Managementsystems;

g) Schulung und Qualifikation des Personals.

4.3. Das Managementsystem gibt außerdem die im Abschnitt 2 des vorliegenden Anhangs für jedes Kriterium beschriebenen besonderen Kontrollanforderungen vor.

4.4. Eine Konformitätsbewertungsstelle im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates, die im Einklang mit der genannten Verordnung akkreditiert wurde, oder ein anderer Umweltgutachter im Sinne von Artikel 2 Nummer 20 Buchstabe *b)* der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates, der im Einklang mit der genannten Verordnung akkreditiert oder zugelassen wurde, zertifiziert das Managementsystem oder prüft, ob das Managementsystem den Anforderungen des vorliegenden Anhangs entspricht. Diese Prüfung wird jedes Jahr vorgenommen. Im Falle einer Zertifizierung erfolgt ebenfalls eine jährliche Kontrolle während der gesamten Gültigkeitsdauer des Zertifikats. Nur bei Gutachtern mit den folgenden Akkreditierungen bzw. Zulassungen auf Grundlage der in der Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates festgelegten NACE-Codes wird davon ausgegangen, dass sie über ausreichend spezifische Erfahrung verfügen, um die im vorliegenden Anhang genannte Prüfung durchzuführen:

- NACE-Code 38 (Sammlung, Behandlung und Beseitigung von Abfällen; Rückgewinnung); oder

- NACE-Code 17 (Herstellung von Papier, Pappe und Waren daraus).

4.5. Der Einführer verpflichtet seine Lieferanten zur Anwendung eines Managementsystems, das den in den Punkten 4.1 bis 4.3 vorgesehenen Anforderungen entspricht und das von einer für die vorliegende Regelung akkreditierten unabhängigen externen Konformitätsbewertungsstelle geprüft wurde.

Das Managementsystem des Lieferanten wird entweder von einer Konformitätsbewertungsstelle zertifiziert, die von einer nationalen Akkreditierungsstelle im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 akkreditiert wurde, oder von einem Umweltgutachter, der gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 für die vorliegende Regelung akkreditiert oder zugelassen wurde.

4.6. Der Hersteller gewährt der Verwaltung auf Anfrage Zugang zu dem Managementsystem.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Februar 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

ANHANG II

Abschnitt 1 — Allgemeines

1.1. Gegenstand

Vorliegender Anhang legt die Kriterien fest, nach denen bestimmt werden kann, zu welchem Zeitpunkt aus Inertabfällen aufbereitete recycelte Gesteinskörnungen nicht mehr als Abfälle gelten.

1.2. Definitionen

Im Sinne des vorliegenden Anhangs gelten folgende Definitionen:

a) "Einführer": jede natürliche oder juristische, in der Europäischen Union niedergelassene Person, die aus Inertabfällen aufbereitete recycelte Gesteinskörnungen, die nicht mehr als Abfall gelten, in die Wallonische Region verbringt;

b) "qualifiziertes Personal": Personal, das aus Erfahrung oder aufgrund seiner Ausbildung qualifiziert ist, die Eigenschaften von aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen, insbesondere im Hinblick auf die Erkennung von Inputs oder Partien, die den Kriterien von Abschnitt 2 nicht entsprechen, zu untersuchen und zu bewerten.

1.3. Kriterien für aus Inertabfällen aufbereitete recycelte Gesteinskörnungen

Aus Inertabfällen aufbereitete recycelte Gesteinskörnungen gelten nicht mehr als Abfall, wenn alle nachstehenden Kriterien erfüllt sind:

a) Die dem Verwertungsvorgang als Input zugeführten Abfälle genügen den im Unterabschnitt 2.1 vorliegenden Anhangs festgelegten Kriterien;

b) Die dem Verwertungsvorgang zugeführten Abfälle werden nach den im Unterabschnitt 2.2 vorliegenden Anhangs festgelegten Kriterien in einer zugelassenen Verwertungsanlage behandelt;

c) Die aus Inertabfällen aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen genügen den im Unterabschnitt 2.3 vorliegenden Anhangs festgelegten Kriterien;

d) Ein Abtretungsvertrag wurde vom Betreiber der Verwertungsanlage für die aus Inertabfällen aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen abgeschlossen;

e) Der Betreiber der Verwertungsanlage genügt den in den Punkten 1.4, 1.5 und im Abschnitt 4 vorliegenden Anhangs festgelegten Anforderungen.

1.4. Konformitätskontrolle

1.4.1. Der Betreiber der zugelassenen Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen wendet ein Qualitätsmanagementsystem an, das den im Abschnitt 4 vorliegenden Anhangs aufgelisteten Kriterien entspricht.

Ist der Betreiber der zugelassenen Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen nicht in der Wallonischen Region niedergelassen, vergewissert sich der Einführer, dass der Betreiber der zugelassenen Anlage zur Herstellung von recycelten Gesteinskörnungen ein solches Managementsystem eingeführt hat.

1.4.2. Der Betreiber der zugelassenen Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen oder, falls dieser nicht in der Wallonischen Region niedergelassen ist, der Einführer stellt für jede Sendung verwerteter Gegenstände eine nach dem Muster im Abschnitt 3 vorliegenden Anhangs erstellte Konformitätserklärung aus.

1.4.3. Der Betreiber der zugelassenen Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen oder der Einführer leitet die Konformitätserklärung an den Empfänger der Sendung von recycelten Gesteinskörnungen weiter. Der Betreiber der zugelassenen Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen oder der Einführer bewahrt eine Abschrift dieser Erklärung während eines Zeitraums von mindestens fünf Jahren nach Ausstellungsdatum auf und stellt sie der Verwaltung zur Verfügung.

1.4.4. Die Konformitätserklärung kann in elektronischer Form vorliegen.

1.5. Nicht konforme Gesteinskörnungen

1.5.1. Wenn es sich bei einer Prüfung oder einer Kontrolle herausstellt, dass ein oder mehrere im Abschnitt 2 aufgelistete Kriterien nicht erfüllt sind, oder wenn der Betreiber der zugelassenen Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen oder, falls dieser nicht in der Wallonischen Region niedergelassen ist, der Einführer nicht imstande ist, den Nachweis für die Einhaltung der Artikel 1.3 oder 1.5 vorzulegen, dann gilt die betroffene ausgehende Partie als Abfall.

1.5.2. Das qualifizierte Personal führt eine administrative Überprüfung und eine Sichtprüfung der Abfälle durch, die in die/aus der Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen eingehen/ausgehen. Bestehen Zweifel an der Art oder Zusammensetzung der ein- oder ausgehenden Abfälle, die durch zusätzliche Untersuchungen nicht ausgeräumt werden können, so leitet das qualifizierte Personal diese Abfälle einer Abfallbehandlungsanlage zu, die befugt ist, sie anzunehmen.

Abschnitt 2 — Kriterien in Bezug auf das Ende der Abfalleigenschaft für aus Inertabfällen aufbereitete recycelte Gesteinskörnungen

Unterabschnitt 2.1 — Der Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen zugeführte Abfälle

2.1.1 Die einzigen Abfälle, die als Input in das Verfahren zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen aufgenommen werden dürfen, sind folgende Abfälle, sofern es sich dabei um inerte Abfälle handelt:

- 01 01 02 Abfälle aus dem Abbau von nichtmetallhaltigen Bodenschätzen
- 01 04 08 Abfälle von Kies- und Gesteinsbruch mit Ausnahme derjenigen, die unter 01 04 07 fallen
- 01 04 09 Abfälle von Sand und Ton
- 01 04 13 Abfälle aus Steinmetz- und -sägearbeiten mit Ausnahme derjenigen, die unter 01 04 07 fallen
- 10 12 08 Abfälle aus Keramikerzeugnissen, Ziegeln, Fliesen und Steinzeug (nach dem Brennen)
- 17 01 01 Beton
- 17 01 02 Ziegel
- 17 01 03 Fliesen und Keramik
- 17 01 07 Gemische aus Beton, Ziegeln, Fliesen und Keramik mit Ausnahme derjenigen, die unter 17 01 06 fallen
- 17 03 02 Bitumengemische mit Ausnahme derjenigen, die unter 17 03 01 fallen
- 17 05 04 Boden und Steine mit Ausnahme derjenigen, die unter 17 05 03 fallen
- 17 07 95 Abbruchabfälle aus zu Wohn-, Dienstleistungs- oder ähnlichen Zwecken genutzten Gebäuden, ohne fäulnisfähige oder brennbare Stoffe
- 20 02 02 Erde und Steine

2.1.2. Die dem Verfahren zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen zugeführten Abfälle enthalten weder Asbest, noch Teer, noch teerhaltige Produkte.

2.1.3. Das qualifizierte Personal der Anlage vergewissert sich durch Überprüfung der Unterlagen und eine Sichtprüfung der Ladung bei der Einfahrt in die Anlage sowie beim Ausladen des Fahrzeugs, dass die angebotenen Abfälle zu denen gehören, die im Punkt 2.1.1 aufgelistet sind. Gegebenenfalls führt es jede zusätzliche oder kontradiktorische Analyse durch, um einschätzen zu können, ob die Ladung angenommen werden darf oder nicht. Im Falle von Zweifeln oder einer Nichtkonformität der eingehenden Abfälle werden diese Abfälle abgelehnt.

Das Personal wird in Bezug auf die Erkennung der Abfälle, die gefährliche Stoffe enthalten können, insbesondere die PAK und den Asbest, geschult. Das Verfahren zur Erkennung von und zum Umgang mit unerwünschten Abfällen wird im Rahmen des Qualitätsmanagementsystems dokumentiert.

Unterabschnitt 2.2 — Behandlungstechniken und -prozesse

2.2.1 Alle Behandlungsverfahren zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen für eine direkte Verwendung am Ende des Prozesses - wie etwa die Zerkleinerung, Zermahlung, Siebung, Sortierung, das Extrahieren von Störstoffen, die Tonflockung, das Waschen - werden durchgeführt.

2.2.2 Ein Bereich zum Empfang der zugeführten Abfälle, die den Anforderungen in Unterabschnitt 1 nicht entsprechen, wird vorgesehen.

2.2.3 Die Gesteinskörnungsbestände werden nach ihrer Aufbereitung auf der Grundlage der Ergebnisse aus der Überprüfung der Konformität in Sachen Umwelt gekennzeichnet und physisch getrennt. Sie werden nach Materialgruppen und zugelassenen Benutzungsarten getrennt. Alle Maßnahmen werden getroffen, um die Vermischung von Materialien aus verschiedenen Beständen zu vermeiden.

Aus Inertabfällen aufbereitete recycelte Gesteinskörnungen, die den Kriterien im Unterabschnitt 2.3 nicht entsprechen, werden gekennzeichnet und für geeignete Verfahren bestimmt, denen sie ordnungsgemäß zugeführt werden dürfen.

Unterabschnitt 2.3 — Qualität der aus Inertabfällen aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen

2.3.1. Die aus Inertabfällen aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen können für die in der nachstehenden Tabelle dargestellten Anwendungen im Bereich der Straßen-, Hoch- und Tiefbauarbeiten eingesetzt werden. Die aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen können einer Vorbehandlung mit Zement oder Kalk unterzogen werden.

Die recycelten Gesteinskörnungen entsprechen den Vorgaben der harmonisierten Teile der europäischen Normen, die für seine CE-Kennzeichnung als Referenz dienen, wobei diese Kennzeichnung den Anwendungen entspricht, für die diese Gesteinskörnungen bestimmt sind. Für diese Kennzeichnungen ist zumindest eine Bescheinigung der Kategorie CE2+ erforderlich.

Die recycelten Gesteinskörnungen dürfen keine sichtbaren Spuren von Elementen enthalten, deren Art, Form, Ausmaß und Anteil die Benutzung beeinträchtigen können, wie etwa: Tonklümpchen, Kohle, Braunkohle, Koks, pflanzliche Stoffe, organische Abfälle, schädliche lösliche oder unlösliche Salze und Brandschiefer.

	ANWENDUNGEN						
	Technische Aufschüttung	Umhüllung	Verwendung als SWM (*)	Untergrundbau	Grundbau und Magerbeton	Strukturbeton	Beschichtung
	ANWENDBARE NORMEN						
	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 12620 oder NBN EN 13242	NBN EN 12620	NBN EN 12620 oder NBN EN 13043
Produkte							
Betonbrechsand	x	x	x	x	x	x	x
Kiessand aus Betonabbruch	x	x	x	x	x	x	x
Grobkies aus Betonabbruch	x			x	x	x	x
Sand aus Mischabbruch	x	x	x	x	x	x	
Kiessand aus Mischabbruch	x	x	x	x	x	x	
Grobkies aus Mischabbruch	x			x	x	x	
Bituminöser Betonbrechsand	x	x	x	x	x		x

	ANWENDUNGEN						
	Technische Aufschüttung	Umhüllung	Verwendung als SWM (*)	Untergrundbau	Grundbau und Magerbeton	Strukturbeton	Beschichtung
Kiessand aus bituminösem Abbruch	x	x	x	x	x		x
Grobkies aus bituminösem Abbruch	x			x	x		
Bituminöser Betonbrechsand	x	x	x	x	x		x
Kiessand aus bituminösem Abbruch	x	x	x	x	x		x
Grobkies aus bituminösem Abbruch	x			x	x		
Sand aus Naturstein	x	x	x	x	x	x	x
Kiessand aus Naturstein	x	x	x	x	x	x	x
Grobkies aus Naturstein	x			x	x	x	
Sand aus Steinmaterialien	x	x	x	x	x	x	x
Kiessand aus Steinmaterialien	x	x	x	x	x	x	x
Grobkies aus Steinmaterialien	x			x	x	x	

(*)SWM: selbstverdichtende wiederaushebbare Materialien

2.3.2. Die recycelten Gesteinskörnungen entsprechen den in der nachstehenden Tabelle aufgeführten Grenzwerten in Sachen Umweltschutz

Auslaugprüfung

Die Prüfung wird nach der Norm NBN EN 12457-2 oder 4 für die hierunter angegebenen Parameter durchgeführt und muss von einem zugelassenen Laboratorium vorgenommen werden:

Parameter	Schwellenwert (**)	Einheiten	Analytische Methode
pH	7 - 12		NBN EN ISO 10523
Leitfähigkeit	6 000	S/cm	ISO 7888
Metalle			
Sb	0,2	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Al	2 000	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
As (tot)	0,1	mg/L	ISO 17378-2
Cd	0,1 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2

Parameter	Schwellenwert (**)	Einheiten	Analytische Methode
Co	0,1	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Cr(VI)	0,1 (*)	mg/L	ISO 11083 NBN EN 18412
Cu	2,0 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Hg	0,02 (*)	mg/L	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852
Pb	0,2 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Mo	0,15	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Ni	0,2 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Ti	2,0	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Zn	0,9 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Stickstoffverbindungen			
NO ₂ ²⁻	3,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1 ISO 15923-1 NBN EN ISO 13395
NH ₄ ⁺	50,0	mg/L	NBN EN ISO 11732 ISO 15923-1
Salze			
Cl ⁻	500,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
CN ⁻	0,46	mg/kg T.S. (1)	NBN EN ISO 14403-2
F ⁻	5,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
SO ₄ ²⁻	1 000,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe			
Anthracen	0,1	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Fluoranthren	0,12	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Naphthalin	130	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(a)Pyren	0,27	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(b)fluoranthren	0,017	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(k)fluoranthren	0,017	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(g,h,i)perylen	0,0082	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993

(*) Die Summe der Konzentrationen dieser Metalle muss unter 5 mg/l liegen

(**) Liegt der Schwellenwert unterhalb der Bestimmungsgrenze des Laboratoriums, dann entspricht der Schwellenwert dem Wert der Bestimmungsgrenze.

Prüfung betreffend die Zusammensetzung der Bruttostichprobe

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Extrahierbare Kohlenwasserstoffe (C10 bis C40)	1 500	mg/kg T.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EHk (3)	7	mg/kg T.S.	NBN 6979

(1) T.S.: Trockenstoff.

(2) Nur durchzuführen, wenn ihr Vorhandensein durch eine Abtastung in Gaschromatographie mit einem Massenspektrometer nachgewiesen wird (GC-MS).

(3) Extrahierbare Halogenkohlenwasserstoffe.

2.3.4 Die Mindesthäufigkeit der Überprüfung der Konformität der recycelten Gesteinskörnungen in Sachen Umweltschutz lautet wie folgt:

- Eine Probeanalyse pro Partie eines Gewichts von maximal 5.000 Tonnen recycelter Gesteinskörnungen
- oder, falls diese Produktionsmenge nicht erreicht werden kann, eine Analyse alle vier Produktionswochen.

Bei der zu analysierenden Probe handelt es sich um eine Mischprobe aus mindestens 10 Einzelproben (Mindestgewicht jeder Probe = 1 kg), die für die betrachtete Partie oder die Produktion ein und desselben Zeitraums repräsentativ sind. Die Methode zur Probenahme wird im Rahmen des Qualitätsmanagementsystems dokumentiert. Der Minister kann die anzuwendenden Probenahme- und Analysemethoden näher bestimmen.

Die Gesteinskörnungen einer Partie dürfen nicht die Abfalleigenschaft verlieren, solange die Ergebnisse aus der Analyse nicht bekannt und als konform gelten.

*Abschnitt 3 — Konformitätserklärung*Muster**Konformitätserklärung in Bezug auf die Kriterien für das "Ende der Abfalleigenschaft" von aus Inertabfällen aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen**

1.	Betreiber der Anlage zur Herstellung von recycelten Gesteinskörnungen: Nummer des Beschlusses zur Registrierung des Endes der Abfalleigenschaft: Name: Anschrift: Kontaktperson: Telefon: Faxgerät: E-Mail-Adresse: Empfänger: Name: Anschrift: Kontaktperson: Telefon: Faxgerät: E-Mail-Adresse:
2.	Art der recycelten Gesteinskörnungen:
3.	Datum der Sendung: Gewicht (Tonnen):
4.	Diese Sendung genügt den Kriterien im Punkt 1.3 von Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle.
5.	Der Betreiber der Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen wendet ein Managementsystem an, das den Anforderungen in Abschnitt 4 von Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 über die Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle entspricht und von einer für diese Regelung akkreditierten Konformitätsbewertungsstelle überprüft wurde.
6.	Erklärung des Herstellers/Einführers von aus Inertabfällen aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen: Ich erkläre hiermit, dass die obigen Informationen der Wahrheit entsprechen und nach bestem Wissen und Gewissen angegeben wurden. Name: Datum: Unterschrift:

Abschnitt 4 — Managementsystem betreffend die Kriterien für das "Ende der Abfalleigenschaft" in Bezug auf aus Inertabfällen aufbereitete recycelte Gesteinskörnungen

4.1. Der Betreiber der Anlage zur Aufbereitung von aus Inertabfällen aufbereiteten recycelten Gesteinskörnungen wendet ein Managementsystem an, mit dem die Einhaltung der Kriterien in Punkt 1.3 des vorliegenden Anhangs nachgewiesen werden kann.

4.2. Das Managementsystem schließt eine Reihe dokumentierter Verfahren für jeden der nachstehenden Aspekte ein:

- a) Kontrolle der Qualität der recycelten Gesteinskörnungen gemäß Unterabschnitt 2.3 vorliegenden Anhangs;
- b) Annahmekontrolle für Abfälle, die dem Verfahren zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen gemäß Unterabschnitt 2.1 vorliegenden Anhangs als Input zugeführt werden;
- c) Kontrolle der im Unterabschnitt 2.2 vorliegenden Anhangs beschriebenen Behandlungstechniken und -prozesse;
- d) Rückmeldung der Information an die Kunden zur Einhaltung der Qualitätsnormen für aus Inertabfällen aufbereitete recycelte Gesteinskörnungen;
- e) Erfassung der Ergebnisse aus den Kontrollen nach den Buchstaben a) bis d);
- f) Prüfung und Verbesserung des Managementsystems;
- g) Schulung und Qualifikation des Personals.

4.3. Das Managementsystem gibt außerdem die im Abschnitt 2 vorliegenden Anhangs für jedes Kriterium beschriebenen besonderen Kontrollanforderungen vor.

4.4. Eine Konformitätsbewertungsstelle im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates, die im Einklang mit der genannten Verordnung akkreditiert wurde, oder ein anderer Umweltgutachter im Sinne von Artikel 2 Nummer 20 Buchstabe b der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates, der im Einklang mit der genannten Verordnung akkreditiert oder zugelassen wurde, zertifiziert das Managementsystem oder prüft, ob das Managementsystem den Anforderungen des vorliegenden Anhangs entspricht. Diese Prüfung wird jedes Jahr vorgenommen und im Falle einer Zertifizierung erfolgt ebenfalls eine jährliche Kontrolle während der gesamten Gültigkeitsdauer des Zertifikats. Nur bei Gutachtern mit den folgenden Akkreditierungen bzw. Zulassungen auf Grundlage der in der Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates festgelegten NACE-Codes wird davon ausgegangen, dass sie über ausreichend spezifische Erfahrung verfügen, um die im vorliegenden Anhang genannte Prüfung durchzuführen:

- NACE-Code 38 (Sammlung, Behandlung und Beseitigung von Abfällen; Rückgewinnung).

4.5. Der Einführer verpflichtet seine Lieferanten zur Anwendung eines Managementsystems, das den in den Punkten 4.1 bis 4.3 vorgesehenen Anforderungen entspricht und das von einer für die vorliegende Regelung akkreditierten unabhängigen externen Konformitätsbewertungsstelle geprüft wurde.

Das Managementsystem des Lieferanten wird entweder von einer Konformitätsbewertungsstelle zertifiziert, die von einer nationalen Akkreditierungsstelle im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 akkreditiert wurde, oder von einem Umweltgutachter, der gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 für die vorliegende Regelung akkreditiert oder zugelassen wurde.

4.6. Der Hersteller gewährt der Verwaltung auf deren Anfrage Zugang zu dem Managementsystem.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Februar 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201545]

28 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4ter van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 4ter, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013 en het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 september 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 2016;

Gelet op het rapport van 20 oktober 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 61.890/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 25 november 2016 en 27 januari 2017;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Doel, begripsomschrijvingen en algemene beginselen*

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof voor de afvalstoffen op verzoek van een of meer exploitanten, van een groep of federatie van bedrijven die handelen ten voordele van hun leden.

Het besluit zorgt voor de uitvoering van de Europese verordeningen en beschikkingen genomen ter uitvoering van artikel 6, § 2, van richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° de Minister: de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is;

3° exploitant : de exploitant van een installatie of activiteit die is ingedeeld of waarvoor een vergunning is verleend krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of het decreet van 20 juli 2016 tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, of een gelijkwaardige wetgeving van een ander gewest of lidstaat van de Europese Unie.

Art. 3. § 1. Elke exploitant die de beëindiging van het statuut van afvalstof wenst te laten erkennen voor afvalstoffen die nuttig zijn toegepast of gerecycleerd zijn, dient een beslissing te verkrijgen tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof die overeenkomstig de procedure van de hoofdstukken 2, 3 of 8 wordt toegekend.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 en de hoofdstukken 2 en 8 is krachtens dit besluit geen beslissing tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof vereist voor gerecycleerde of nuttig toegepaste afvalstoffen die voldoen aan de voorwaarden en criteria die door de Europese Unie zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 6, lid 2, van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van bepaalde richtlijnen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 en de hoofdstukken 2 en 8 moet elke exploitant die de beëindiging van het statuut van afvalstof wenst te laten erkennen voor afvalstoffen met in alle opzichten gelijke kenmerken als afvalstoffen waarvan de beëindiging van het statuut van afvalstof ter uitvoering van de hoofdstukken 2 of 8 is erkend, eerst een beslissing verkrijgen om de beëindiging van het statuut van afvalstof die overeenkomstig de in hoofdstuk 3 vastgestelde procedure is verleend, te registreren.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 en de hoofdstukken 2 en 8 moet elke exploitant die de beëindiging van het statuut van afvalstof wenst te laten erkennen aan afvalstoffen met in alle opzichten gelijke kenmerken als afvalstoffen waarvan de erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof is erkend volgens één van de bijlagen 1 tot 2, eerst een beslissing verkrijgen om de beëindiging van het statuut van afvalstof die overeenkomstig de in hoofdstuk 3 vastgestelde procedure is verleend, te registreren.

Art. 4. Dit besluit sluit uit:

1° de afvalstoffen bestemd voor energierugwinning of het opnieuw bewerken tot materialen die bestemd zijn om te worden gebruikt als brandstof;

2° afvalstoffen gevaloriseerd door het uitrijden voor landbouwkundige of ecologische verbetering;

3° de grond bestemd voor opvulactiviteiten;

4° de afvalstoffen bestemd voor een valorisatie in een centrum voor technische ingraving.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof*

Art. 5. Elke exploitant kan eisen dat de afvalstoffen die hij nuttig toepast of recycleert niet langer het statuut van afvalstof op het grondgebied van het Waalse Gewest hebben.

De aanvraag kan gezamenlijk worden ingediend door meerdere exploitanten, een groep of een federatie van ondernemingen die handelen ten behoeve van hun leden.

Art. 6. § 1. De aanvraag tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof wordt in tweevoud per aangetekende brief met bericht van ontvangst verzonden of tegen ontvangstbewijs aan de administratie afgegeven. Een afschrift van de aanvraag op elektronische informatiedrager wordt bijgevoegd.

§ 2. De aanvraag bevat:

1° de identificatiegegevens van de aanvrager of elk van de aanvragers wanneer de aanvraag wordt ingediend door meerdere exploitanten, van elk van hun leden wanneer de aanvraag wordt ingediend door een groep of een federatie van ondernemingen;

a) als de aanvrager of het lid een natuurlijke persoon is: het inschrijvingsnummer bij de Kruisbank van ondernemingen of een ander gelijkwaardig nummer, naam en voornaam, adres, geboorteplaats en -datum, telefoonnummer en, eventueel, faxnummer en e-mailadres;

b) als de aanvrager of het lid een rechtspersoon is: het inschrijvingsnummer bij de Kruisbank van ondernemingen of een ander gelijkwaardig nummer, naam, rechtsvorm, adres van de bedrijfszetel en van de exploitatiezetel, naam en contactadres van de verantwoordelijken van de exploitatiezetel, hun telefoonnummer en, eventueel, faxnummer en e-mailadres;

c) wanneer de aanvraag ingediend wordt door een groep of een federatie van ondernemingen: de verhouding van de betrokken leden tot de onder 2° bedoelde afvalstof;

2° de identificatie van de afvalstof: huidige naam, jaarlijkse hoeveelheid en code vermeld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

3° de omschrijving van de afvalrecycling of nuttige toepassing, de gebruikte inputstromen en de stappen die tot de stof of het voorwerp leiden;

4° een omschrijving van de specifieke toepassing of van het gebruik van de stof of het voorwerp waarvoor erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof wordt gevraagd en de rechtvaardiging daarvan;

5° in voorkomend geval, een verslag over de bemonstering en analyse van een representatief monster van de stof of het voorwerp, opgesteld door een laboratorium geaccrediteerd volgens de norm ISO-17025 of door een laboratorium erkend overeenkomstig het decreet of de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek. Het aantal monsters en analyses is afhankelijk van de verwachte verdeling van de samenstelling. Het verslag rechtvaardigt de gemaakte keuzes;

6° alle informatie waaruit blijkt dat de stof of het voorwerp voor het beoogde gebruik voldoet aan alle voorwaarden van artikel 4^{ter}, § 3, lid 1, van het decreet;

7° de criteria voor de controle op de naleving van deze voorwaarden;

8° een ontwerp van model en inhoud van de conformiteitsverklaring bedoeld in artikel 21, § 1;

5° een omschrijving van het kwaliteitsbeheersysteem bedoeld in artikel 22;

10° het ontvangstbewijs voor de betaling van een bedrag van 500 euro per betrokken natuurlijke of rechtspersoon voor de kosten van het onderzoek van het dossier op de door de administratie aangewezen bankrekening;

11° een ondertekende verbintenis waarin wordt bevestigd dat de verstrekte gegevens juist en volledig zijn en waarin de datum, voornaam, achternaam en functie van de ondertekenaar worden vermeld.

§ 3. Onverminderd de bepalingen inzake het recht op toegang tot informatie over het leefmilieu worden, indien het verzoek informatie bevat die volgens de aanvrager vertrouwelijk is of verband houdt met handelsgeheimen, de betrokken elementen in een verzegelde omslag geplaatst. De betrokken documenten worden als vertrouwelijk aangemerkt.

Art. 7. Binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de aanvraag bevestigt de administratie de ontvangst van de aanvraag, controleert zij of het de in artikel 6, § 2 bedoelde gegevens en documenten bevat en stuurt zij haar beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid ervan per aangetekende brief.

Indien de aanvraag onvolledig is, stelt de administratie de aanvrager hiervan op dezelfde wijze en binnen dezelfde termijn in kennis, met vermelding van de ontbrekende stukken of informatie. Binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvullende gegevens of stukken, stelt de administratie de aanvrager per aangetekende brief in kennis van de volledigheid en ontvankelijkheid.

Art. 8. § 1. De administratie kan het advies van het referentielaboratorium inwinnen en zo nodig een syntheserapport en een ontwerp-beslissing overmaken.

Het advies wordt uitgebracht binnen 45 dagen te rekenen van de dag waarop de aanvraag bij het laboratorium is ingediend. Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In het advies kan worden voorgesteld de ontwerp-beslissing te wijzigen of aanvullende criteria toe te voegen die nodig zijn om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 4 ter, § 3, lid 1, van het decreet.

§ 2. De administratie kan het advies vragen van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek. Het advies wordt uitgebracht binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

§ 3. De adviezen uitgebracht op grond van dit artikel worden met redenen omkleed op straffe van nietigheid.

Art. 9. Tijdens de procedure voor het onderzoek van het dossier kan de administratie elk aanvullend document eisen waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van artikel 4 ter, § 3, eerste lid, van het decreet is voldaan.

De administratie kan verlangen dat op kosten van de aanvrager een kritische analyse van de dossier-elementen wordt gemaakt, die specifieke verificaties door een in onderling overleg gekozen externe deskundige instantie rechtvaardigt.

De in de artikelen 7 en 10 bedoelde termijnen worden geschorst vanaf de datum van verzending van de aanvraag en worden hervat vanaf de datum van ontvangst van de gevraagde documenten.

Art. 10. § 1. De administratie beslist, binnen 110 dagen na de datum van verzending van de beslissing waarbij de volledigheid van de aanvraag wordt bevestigd, over de aanvraag tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof.

De beslissing wordt per aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de aanvrager toegezonden, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en ter beschikking van het publiek gesteld via het Webportaal Leefmilieu van de website van het Waals Gewest.

De beslissing :

1° bepaalt het nummer ervan;

2° bepaalt de geldigheidsduur ervan, die niet meer dan tien jaar mag bedragen;

3° bepaalt het model en de inhoud van de conformiteitsverklaring;

4° bepaalt de specifieke voorwaarden die nodig zijn om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 4^{ter}, § 3, lid 1, van het decreet.

De bijzondere voorwaarden die worden opgelegd kunnen met name betrekking hebben op de oorsprong van de afvalstoffen, de wijze waarop zij worden geproduceerd, ingezameld, geproduceerd of verwerkt, de aard en samenstelling van het materiaal, de grenswaarden voor de verontreinigende stoffen, de toegestane toepassing, de toegestane wijze van gebruik en aanvullende voorwaarden van het kwaliteitssysteem.

Als de beslissing van de Administratie niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in lid 1, wordt de aanvraag geweigerd geacht.

§ 2. Overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij en wanneer ze dit vereist, deelt de administratie haar ontwerp-beslissing aan de Europese Commissie mee.

De termijn bedoeld in § 1 wordt tijdens de raadplegingsfase van de Europese Commissie opgeschort.

HOOFDSTUK III. — *Registratie van de beëindiging van het statuut van afvalstof*

Art. 11. Wanneer een exploitant afvalstoffen nuttig toepast of recycleert die aan het einde van het proces in alle opzichten dezelfde kenmerken hebben als afvalstoffen die reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van een erkenning van einde afvalfase ter uitvoering van de hoofdstukken 2 of 8, of deel hebben uitgemaakt van de stoffen bedoeld in de bijlagen 1 of 2, en aan de voorwaarden daarvan voldoet, kan hij een aanvraag tot registratie van de beëindiging van het statuut van afvalstof indienen.

Art. 12. § 1. De aanvraag bedoeld in artikel 11 wordt in tweevoud per aangetekende brief met bericht van ontvangst verzonden of tegen ontvangstbewijs aan de administratie afgegeven. Een afschrift van de aanvraag op elektronische informatiedrager wordt bijgevoegd.

§ 2. De aanvraag bevat:

1° de identificatiegegevens van de aanvrager:

a) als de aanvrager een natuurlijke persoon is: het inschrijvingsnummer bij de Kruisbank van ondernemingen of een ander gelijkwaardig nummer, naam en voornaam, adres, geboorteplaats en -datum, telefoonnummer en, eventueel, faxnummer en e-mailadres;

b) als de aanvrager een rechtspersoon is: het inschrijvingsnummer bij de Kruisbank van ondernemingen of een ander gelijkwaardig nummer, naam, rechtsvorm, adres van de bedrijfszetel en van de exploitatiezetel, voornaam, naam en contactadres van de verantwoordelijken van de exploitatiezetel, hun telefoonnummer en, eventueel, faxnummer en e-mailadres;

2° het nummer van de beslissing tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof toegekend overeenkomstig de procedure bedoeld in de hoofdstukken 2 of 8;

3° het geheel van de informatie waaruit blijkt dat de stof of het voorwerp voor het beoogde gebruik voldoet aan alle voorwaarden van artikel 4ter, § 3, lid 1, van het decreet en in alle opzichten dezelfde kenmerken heeft als die van afvalstoffen waarvan de erkenning van beëindiging van het statuut van afvalstof werd erkend ter uitvoering van de hoofdstukken 2 of 8 of volgens de bijlagen 1 of 2;

4° de criteria voor de controle op de naleving van deze voorwaarden;

5° een omschrijving van het kwaliteitsbeheersysteem bedoeld in artikel 22;

6° het ontvangstbewijs voor de betaling van een bedrag van 500 euro voor de kosten van het onderzoek van het dossier op de door de administratie aangewezen bankrekening;

7° een ondertekende verbintenis waarin wordt bevestigd dat de verstrekte gegevens juist en volledig zijn en waarin de datum, voornaam, achternaam en functie van de ondertekenaar worden vermeld.

§ 3. Onverminderd de bepalingen inzake het recht op toegang tot informatie over het leefmilieu worden, indien het verzoek informatie bevat die volgens de aanvrager vertrouwelijk is of verband houdt met handelsgeheimen, de betrokken elementen in een verzegelde omslag geplaatst. De betrokken documenten worden als vertrouwelijk aangemerkt.

Art. 13. Binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de aanvraag bevestigt de administratie de ontvangst van de aanvraag, controleert zij of het de in artikel 12, § 2 bedoelde gegevens en documenten bevat en stuurt zij haar beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid ervan per aangetekende brief.

Indien de aanvraag onvolledig is, stelt de administratie de aanvrager hiervan op dezelfde wijze en binnen dezelfde termijn in kennis, met vermelding van de ontbrekende stukken of informatie. Binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvullende gegevens of stukken, stelt de administratie de aanvrager per aangetekende brief in kennis van de volledigheid en ontvankelijkheid.

Art. 14. De administratie beslist over de aanvraag en geeft binnen 75 dagen na de datum van verzending van de beslissing tot bevestiging waarbij de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag wordt bevestigd, een registratie af waarin de erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof wordt geregistreerd.

De beslissing wordt per aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de aanvrager toegezonden en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De beslissing waarbij de erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof wordt toegekend, wordt ter beschikking van het publiek gesteld via het Webportaal Leefmilieu van de website van het Waals Gewest.

De geldigheid van de registratie is beperkt tot de geldigheid van de beslissing tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof waaruit deze registratie voortvloeit, toegekend overeenkomstig de procedure bedoeld in de hoofdstukken 2 of 8, of is beperkt tot tien jaar in het geval van een stof of voorwerp bedoeld in de bijlagen 1 of 2.

Het geheel van de voorwaarden opgelegd aan de houders van de beslissing tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof toegekend overeenkomstig de procedure bedoeld in de hoofdstukken 2 of 8 is van toepassing op de houder van de registratie.

Als de beslissing van de Administratie niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in lid 1, wordt de aanvraag geweigerd geacht.

Art. 15. Tijdens de procedure voor het onderzoek van het dossier kan de administratie elk aanvullend document eisen waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van artikel 4 ter, § 3, eerste lid, van het decreet is voldaan en dat de stof of het voorwerp in alle opzichten dezelfde kenmerken heeft als de afvalstoffen waarvan de erkenning van beëindiging van het statuut van afvalstof werd erkend ter uitvoering van de hoofdstukken 2 of 8. De in de artikelen 13 en 14 bedoelde termijnen worden geschorst vanaf de datum van verzending van het verzoek om inlichtingen en worden hervat vanaf de datum van ontvangst van de aanvullende documenten.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning en de registratie van de beëindiging van het statuut van afvalstof*

Art. 16. In geval van een wijziging in een van de elementen die zijn vermeld in de aanvraag of de beslissing tot erkenning of registratie van de beëindiging van het statuut van afvalstof krachtens de hoofdstukken 2, 3, 5 of 8, stelt de exploitant de administratie daar onmiddellijk per schrijven van in kennis.

Art. 17. § 1. De administratie kan de voorwaarden in de beslissing tot erkenning of registratie van de beëindiging van het statuut van afvalstof afgegeven krachtens de hoofdstukken 2, 3, 5 of 8 aanvullen of wijzigen wanneer blijkt dat de bijzondere voorwaarden, gelet op de vooruitgang op het gebied van de bescherming van het milieu en de menselijke gezondheid, niet langer voldoen aan de eisen van artikel 4ter, § 3 van het decreet.

§ 2. Voorafgaand aan de in paragraaf 1 bedoelde beslissing stelt de administratie de houders van de beslissing tot erkenning of registratie van de beëindiging van het statuut van afvalstof in kennis van haar voornemens en stelt zij hen in de gelegenheid hun opmerkingen te laten gelden.

Art. 18. § 1. De administratie kan, na de houders van de beslissing tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof de mogelijkheid te hebben geboden hun opmerkingen te laten gelden, het voordeel van de beslissing tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof opschorten voor een termijn die zij bepaalt of intrekken voor de exploitanten die niet langer voldoen aan de voorwaarden van artikel 4 ter, § 3, lid 1, van het decreet, de bijzondere voorwaarden opgelegd overeenkomstig artikel 10 of 14 of de voorwaarden opgelegd bij of krachtens de beslissing van einde afvalfase die is verkregen in een ander gewest of staat en erkend krachtens artikel 23.

§ 2. Voorafgaand aan elke beslissing bedoeld in paragraaf 1, geeft de overheid een waarschuwing aan de houders van de beslissing tot erkenning of registratie van de beëindiging van het statuut van afvalstof en geeft zij aan binnen welke termijn zij daaraan moeten voldoen.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2, in speciaal gemotiveerde gevallen van spoedeisendheid, en voor zover het horen van de houder een bedreigende vertraging voor het milieu of de volksgezondheid zou kunnen veroorzaken, kan het voordeel van de beslissing tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof onmiddellijk opgeschort worden, zonder dat de houder ervan wordt gehoord.

Art. 19. § 1. Elke beslissing genomen krachtens de artikelen 17, § 1 en 18, §§ 1 en 3, wordt aan de betrokkenen meegedeeld per aangetekende brief met ontvangstbewijs.

§ 2. De opschorting, de intrekking of de wijziging van de beslissing tot erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en wordt ter beschikking van het publiek gesteld via het Webportaal Leefmilieu van de website van het Waals Gewest.

HOOFDSTUK V. — *Beroep*

Art. 20. § 1. Tegen de beslissingen genomen door de administratie overeenkomstig de artikelen 10, 14, 17, § 1, lid 2, 18, § 1, lid 2, en § 3, en 23, lid 5, kan de houder van de beslissing betreffende de erkenning van de beëindiging van het statuut van afvalstof een beroep indienen bij de Minister

Bij gebreke van een beslissing over het verstrijken van de in de artikelen 11, 14 en 23, vijfde lid, bedoelde termijnen kunnen de aanvragers de Minister verzoeken een beslissing te nemen.

§ 2. Op straffe van onontvankelijkheid moet het in paragraaf 1, eerste en tweede lid, bedoelde verzoek worden ingediend binnen twintig dagen na ontvangst van de beslissing of, bij gebreke van een beslissing, na het verstrijken van de gestelde termijn. Het verzoek wordt bij aangetekend schrijven verzonden of tegen ontvangstbewijs aan de administratie afgegeven.

Het wordt ondertekend en bevat ten minste de volgende gegevens:

- 1° als de aanvrager een natuurlijke persoon is: naam, voornaam en adres van de indiener van het beroep;
- 2° als de aanvrager een rechtspersoon is: benaming of firmanaam, rechtsvorm ervan, adres van de bedrijfszetel en naam, voornaam, adres en hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om het beroep in te dienen;
- 3° referenties, voorwerp, datum en afschrift van de omstreden beslissing;
- 4° de middelen die ingezet worden tegen de omstreden beslissing;
- 5° in voorkomend geval, de wens om door de administratie te worden gehoord.

§ 3. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het verzoek bericht de administratie ontvangst daarvan en stuurt ze haar beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van het verzoek per aangetekende brief.

Indien het dossier niet volledig is, stelt het de aanvrager daarvan onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijn in kennis, met vermelding van de ontbrekende stukken of informatie. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvullende gegevens of stukken stelt de administratie de aanvrager volgens de modaliteiten bedoeld in het eerste lid in kennis van de volledigheid van het verzoek.

§ 4. Indien de aanvrager niet om een hoorzitting verzoekt, brengt de administratie binnen dertig dagen na de datum van verzending van de beslissing over de ontvankelijkheid en de volledigheid van het verzoek verslag uit aan de Minister.

De Minister stelt de aanvrager bij aangetekende brief in kennis van zijn beslissing met afschrift daarvan aan de administratie binnen een termijn van vijftig dagen na de datum van verzending van de beslissing over de ontvankelijkheid en de volledigheid van het verzoek.

Bij gebrek aan kennisgeving van de beslissing van de Minister binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt de beslissing waartegen beroep is ingesteld, bevestigd.

§ 5. Indien de verzoeker om een hoorzitting verzoekt, vermeldt de administratie hem de datum en plaats van de hoorzitting binnen een termijn 15 dagen na de beslissing over de ontvankelijkheid en de volledigheid van het verzoek. De datum van de hoorzitting wordt vastgesteld uiterlijk 45 dagen na de datum van de beslissing over de ontvankelijkheid en de volledigheid van het verzoek. De administratie brengt binnen een termijn van dertig dagen na de hoorzitting verslag uit aan de Minister.

De Minister stelt de verzoeker binnen vijftig dagen na de hoorzitting bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in kennis van zijn beslissing en zendt een afschrift ervan aan de administratie.

Bij gebrek aan kennisgeving van de beslissing van de Minister binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt de beslissing waartegen beroep is ingesteld, bevestigd.

§ 6. De Minister kan verlangen dat op kosten van de verzoeker een kritische analyse van de dossier-elementen wordt gemaakt, die specifieke verificaties door een in onderling overleg gekozen externe deskundige instantie rechtvaardigt.

De beslissing om een kritische analyse op te leggen kan op elk tijdstip van de procedure voor het onderzoek van het verzoek worden genomen. Genoemde beslissing schorst de termijnen van dit artikel.

§ 7. Overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij en wanneer ze het vereist, deelt de Minister zijn ontwerp-beslissing aan de Europese Commissie mee.

De termijn bedoeld in paragrafen 4 en 5 wordt tijdens de raadplegingsfase van de Europese Commissie opgeschort.

HOOFDSTUK VI. — *Uitvoering*

Art. 21. § 1. Elke exploitant van een installatie bedoeld in de artikelen 5, 11 en 23 die de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof uitvoert, geeft voor elke partij stoffen of voorwerpen die niet langer afval is, een conformiteitsverklaring af. Hij maakt deze conformiteitsverklaring aan de volgende houder over.

§ 2. Een exploitant van een inrichting die stoffen of voorwerpen die niet langer afval zijn, in zijn vervaardigingsproces verwerkt, mag deze alleen toepassen indien hij van de vorige houder een conformiteitsverklaring krijgt voor elke partij stoffen of voorwerpen die niet langer afval zijn.

§ 3. De exploitanten bedoeld in de paragrafen 1 en 2 bewaren een afschrift van de conformiteitsverklaringen gedurende tenminste vijf jaar.

HOOFDSTUK VII. — *Kwaliteitsbeheersysteem*

Art. 22. De exploitanten van de installaties bedoeld in de artikelen 5, 11 of 23 die de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof uitvoeren, passen een kwaliteitsbeheersysteem toe dat de controleprocessen van de criteria van beëindiging van het statuut van afvalstof dekken.

Het kwaliteitsbeheersysteem bevat minstens de volgende elementen:

1° de procedures voor de controle op de aanvaarding van afvalstoffen die worden gebruikt als input voor terugwinningsactiviteiten;

2° de procedures voor de controle van de verwerkingsprocessen en -technieken;

3° de procedures voor de controle van de kwaliteit van de afvalstoffen afkomstig van terugwinningsactiviteiten;

4° procedures voor feedback van klanten aan de exploitant over de kwaliteit van goederen die niet langer afval zijn;

5° de registratie van de resultaten van de onder de punten 1° tot 3° uitgevoerde controles en van de onder 4° verstrekte feedback;

6° een beschrijving van de wijze waarop het personeel wordt opgeleid en omgeschoold;

7° de evaluatie van het kwaliteitsborgingssysteem;

8° voor elk element van het kwaliteitsborgingssysteem, een lijst van de verantwoordelijken.

Om de drie jaar controleert een onpartijdige beoordelingsinstantie het kwaliteitsbeheersysteem en de naleving van alle voorwaarden van artikel 4 ter, § 3, lid 1, van het decreet. Tenzij in bijlage 1 of 2 anders is bepaald, valt deze instantie onder een van de volgende categorieën:

a) instelling geaccrediteerd voor de certificatie van producten;

b) conformiteitsbeoordelingsinstantie, zoals bepaald in Verordening (EG) nr. 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad die een accreditatie heeft verkregen overeenkomstig deze verordening,

c) milieuverificateur zoals bepaald in artikel 2, § 20, b), van Verordening (EG) nr. 1221/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009, erkend overeenkomstig deze verordening.

De onder punten b) en c) bedoelde instanties worden geaccrediteerd of erkend voor economische activiteiten in verband met NACE-code 38 (inzameling, verwerking en verwijdering van afvalstoffen; recuperatie).

HOOFDSTUK VIII. — *Erkenning van een beslissing van einde afvalfase van de andere Gewesten of Staten*

Art. 23. Een beslissing van einde afvalfase die is verkregen in een ander Gewest of in een Staat die deel uitmaakt van de Europese Unie, is van toepassing op het grondgebied, op voorwaarde dat de houder de volgende informatie vooraf aan de administratie verstrekt:

1° een afschrift van de beslissing alsook de elementen die bewijzen dat deze een niveau van milieubescherming waarborgt dat gelijkwaardig is aan het niveau van erkenning dat in het Waals Gewest is afgegeven;

2° het bewijs dat de beslissing aan de Commissie is meegedeeld overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, indien de kennisgeving van toepassing is;

3° de elementen die tot de conclusie leiden dat het toepasselijke kwaliteitsbeheersysteem is nageleefd;

4° het ontvangstbewijs voor de betaling van een bedrag van 500 euro voor de kosten van het onderzoek van het dossier op de door de administratie aangewezen bankrekening.

Er wordt ook een vertaling in het Frans verstrekt van in een andere staat gegeven beslissingen, indien deze in een andere taal dan het Frans of het Engels zijn gesteld.

Indien het dossier niet volledig is, stelt de administratie de aanvrager binnen 20 dagen na ontvangst van de aanvraag daarvan in kennis en geeft zij aan welke stukken of informatie ontbreken.

Indien niet aan een van de voorwaarden van de leden 1 en 2 is voldaan, stelt de administratie de aanvrager in kennis van de weigering van erkenning, binnen 75 dagen na ontvangst van de aanvraag.

Indien aan de voorwaarden van de leden 1 en 2 is voldaan, stelt de administratie de aanvrager binnen 90 dagen na ontvangst van de aanvraag in kennis van de erkenning in Wallonië. De duur van de erkenning is beperkt tot de geldigheidsduur van de beslissing die het voorwerp heeft uitgemaakt van deze erkenning en mag niet langer zijn dan tien jaar. De houder moet de overheid per aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs binnen twintig dagen in kennis stellen van alle maatregelen die door de betrokken instantie van een andere regio of staat die tot de Europese Unie behoort, zijn genomen en waarbij de beslissing waarvoor erkenning is verleend, wordt opgeheven, geschorst of gewijzigd.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 24. In het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, wordt een artikel 14/2 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 14/2. Dit besluit is niet van toepassing op afvalstoffen die op grond van artikel 4ter van het decreet het statuut van afvalstof hebben gekregen."

Art. 25. In het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht in bijlage 1:

a) in de kolom betreffende de kenmerken van de gevaloriseerde afval worden de volgende woorden toegevoegd voor de codes 010408, 170101, 170103, 170302A en 170302B: "en anderzijds de kwaliteitsgarantietest bedoeld in bijlage III";

b) in de kolom betreffende de gebruikswijze, vóór het eerste streepje, worden de volgende woorden toegevoegd voor de codes 010408, 170101, 170103, 170302A en 170302B: "Uitsluitend op de werf waar de afvalstoffen werden geproduceerd: ".

Art. 26. Artikel 25 treedt in werking op 1 juli 2021.

Art. 27. In het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake, wordt een derde lid, luidend als volgt, ingevoegd in artikel 64: "Het tweede lid van paragraaf 1 van artikel 27 treedt in werking op 1 mei 2020."

Art. 28. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

BIJLAGE I.

Afdeling 1. — Algemeenheden.

1.1. Onderwerp

In deze bijlage worden criteria vastgesteld die bepalen wanneer teruggewonnen papier dat bestemd is voor gebruik als papiervezels voor de productie van papier, niet langer afval is.

1.2. Begripsomschrijvingen

In de zin van deze bijlage wordt verstaan onder:

- a) "teruggewonnen papier": teruggewonnen papier en karton dat bestemd is voor gebruik als papiervezels;
- b) "bestemming" de natuurlijke of rechtspersoon die het teruggewonnen papier ontvangt voor gebruik als papiervezel bij de vervaardiging van papier;
- c) "producent": de natuurlijke of rechtspersoon die voor de eerste keer teruggewonnen papier dat niet langer afval is, overdraagt aan een bestemming;
- d) "importeur": een binnen de Europese Unie gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die teruggewonnen papier dat niet langer afval is, in het Waalse Gewest binnenbrengt;
- e) "leverancier": de persoon die aan de importeur afvalstoffen levert die als input voor de terugwinningshandeling kunnen worden gebruikt;
- f) "gekwalificeerd personeel": personeel dat door ervaring of opleiding gekwalificeerd is om de eigenschappen van teruggewonnen papier te bewaken en te evalueren;
- g) "visuele controle": de controle van teruggewonnen papier en waarbij gebruik wordt gemaakt van het menselijk zicht of niet-gespecialiseerde apparatuur;
- h) "zending": een partij teruggewonnen papier die bestemd is voor levering van een producent aan een andere bestemming en die kan zijn ingesloten in hetzij één, hetzij meerdere vervoerseenheden, zoals containers.

1.3. Criteria voor teruggewonnen papier

Teruggewonnen papier geldt niet langer als afval wanneer bij overdracht door de producent aan een bestemming aan alle hierna volgende voorwaarden is voldaan:

- a) het door terugwinning verkregen papier voldoet aan de criteria van deze bijlage I, onderafdeling 2.1;
- b) de als input voor terugwinning gebruikte afvalstoffen voldoen aan de criteria van deze bijlage I, onderafdeling 2.2;
- c) de als input voor de terugwinningshandeling gebruikte afvalstoffen zijn verwerkt overeenkomstig de criteria van onderafdeling 2.3 van deze bijlage in een erkende inrichting voor nuttige toepassing;
- d) de producent of importeur heeft voldaan aan de voorschriften van punt 1.4 en aan afdeling 4 van deze bijlage;
- e) het teruggewonnen papier wordt rechtstreeks aan de bestemming overgedragen voor gebruik als papiervezel bij de vervaardiging van papier zonder andere dan de gebruikelijke industriële praktijken bij de productie van papier.

1.4. Conformiteitscontrole

1.4.1. De producent moet een beheersysteem toepassen dat voldoet aan de in punt 4 van deze bijlage genoemde criteria.

Indien de producent niet in het Waalse Gewest is gevestigd, ziet de importeur erop toe dat de producent een dergelijk beheersysteem heeft opgezet.

1.4.2. De producent of, indien de producent niet in het Waalse Gewest is gevestigd, de importeur geeft voor elke zending teruggewonnen papier een conformiteitsverklaring af dat is opgesteld volgens het model in afdeling 3 van deze bijlage. Een afschrift van deze verklaring wordt bij de overdracht van het papier gevoegd.

1.4.3. De producent of importeur draagt de conformiteitsverklaring over aan de bestemming van de zending teruggewonnen papier. De producent of importeur houdt een afschrift van deze verklaring tot ten minste vijf jaar na de datum van afgifte in zijn bezit en stelt het op verzoek ter beschikking aan de administratie.

1.4.4. De conformiteitsverklaring mag in elektronische vorm zijn opgesteld.

1.5. Niet-conform teruggewonnen papier

1.5.1. Teruggewonnen papier waarvoor de producent of importeur geen conformiteitsverklaring kan overleggen of waarvoor bij een inspectie of controle blijkt dat niet aan een of meer van de in afdeling 2 genoemde criteria is voldaan, wordt als afval beschouwd.

1.5.2. Wanneer teruggewonnen papier overeenkomstig punt 1.5.1 hierboven als afval wordt beschouwd, is de overbrenging ervan naar de bestemming alleen toegestaan indien de bestemming over een vergunning voor afvalverwerking beschikt. Anders wordt het papier aan de producent terugbezorgd.

Afdeling 2. — Criteria voor teruggewonnen papier

Criteria	Voorschriften inzake interne controle
Onderafdeling 2.1. Kwaliteit van het door terugwinning verkregen papier	
2.1.1 Het door terugwinning verkregen papier wordt ingedeeld overeenkomstig de Europese norm EN 643.	Gekwalificeerd personeel deelt elke zending in.
<p>2.1.2 Het gehalte aan andere componenten dan papier moet lager zijn dan of gelijk aan 1,5 gewichtsprocent (luchtdroog).</p> <p>Een andere component dan papier is elk materiaal dat geen papier is en dat zich in het teruggewonnen papier bevindt, en daarvan kan worden gescheiden door middel van drogescheidingstechnieken. Voorbeelden van andere componenten dan papier: metalen, kunststoffen, glas, textiel, aarde, zand, as, stof, was, bitumen, keramiek, rubber, weefsel, hout en synthetische organische stoffen</p> <p>Aan papiergevezels gebonden minerale vulstoffen zoals klei, calciumcarbonaat en zetmeel worden als deel van het papier beschouwd en gelden niet als andere componenten dan papier.</p>	<p>Gekwalificeerd personeel verricht een visuele controle van elke zending.</p> <p>Met een passende frequentie - die kan worden bijgesteld indien het bedrijfsproces significante wijzigingen ondergaat - worden representatieve monsters van elke categorie teruggewonnen papier gravimetrisch geanalyseerd om het gehalte aan andere componenten dan papier te bepalen. Het gehalte aan andere componenten dan papier wordt bepaald door weging na (naargelang van het geval) mechanische of handmatige scheiding van de materialen onder zorgvuldige visuele controle. De frequentie waarmee monsters worden genomen, wordt vastgesteld met inachtneming van de volgende factoren:</p> <ul style="list-style-type: none"> . het verwachte variabiliteitspatroon (bijvoorbeeld aan de hand van historische uitkomsten) . het risico dat inherent is aan de variabiliteit van de kwaliteit van het afval dat als input voor de terugwinningsactiviteiten wordt gebruikt, alsook van eventuele verdere verwerkingsactiviteiten, bijvoorbeeld het hogere gemiddelde gehalte aan kunststoffen of glas in gesorteerd papier afkomstig van de gecombineerde inzameling van diverse materialen; . de inherente nauwkeurigheid van de bewakingsmethode; en . de mate waarin de resultaten voor het gehalte aan andere componenten dan papier de grenswaarde van 1,5 gewichtsprocent (luchtdroog) benaderen. <p>De procedure voor het vaststellen van de bewakingsfrequentie dient te worden gedocumenteerd als onderdeel van het beheersysteem en dient beschikbaar te zijn voor controle.</p>
2.1.3 Het teruggewonnen papier, met inbegrip van zijn bestanddelen en met name inkt en verfstoffen, mag geen enkele van de gevaarlijke eigenschappen vertonen die voorkomen op de lijst van bijlage III bij Richtlijn 2008/98/EG. Het teruggewonnen papier dient te voldoen aan de in Beschikking 2000/532/EG van de Commissie vastgestelde concentratiegrenswaarden en mag de in bijlage IV bij Verordening (EG) nr. 850/2004 van het Europees Parlement en de Raad vastgestelde concentratiegrenswaarden niet overschrijden.	<p>Gekwalificeerd personeel verricht een visuele controle van elke zending. Wanneer deze visuele controle aanwijzingen oplevert voor mogelijke gevaarlijke eigenschappen, worden aanvullende gepaste controlemaatregelen genomen, zoals het nemen van monsters en het uitvoeren van tests, waar nodig.</p> <p>Het personeel moet getraind zijn op het gebied van potentiële gevaarlijke eigenschappen die teruggewonnen papier kan vertonen en van materiaalcomponenten of -kenmerken waaraan deze gevaarlijke eigenschappen te herkennen zijn.</p> <p>De procedure voor het herkennen van gevaarlijke stoffen moet worden gedocumenteerd binnen het beheersysteem.</p>
2.1.4 Teruggewonnen papier mag geen geabsorbeerde olie, oplosmiddelen, verf of waterige en/of vette voedingsmiddelen bevatten die door visuele controle kunnen worden gedetecteerd.	<p>Gekwalificeerd personeel verricht een visuele controle van elke zending. Wanneer bij de visuele controle aanwijzingen worden gevonden voor absorptie van andere vloeistoffen dan water die kunnen resulteren in bijvoorbeeld schimmelgroei of geuren, en deze aanwijzingen niet verwaarloosbaar zijn, blijft de zending afval. Het personeel moet getraind zijn op het gebied van mogelijke ongerechtigheden die in teruggewonnen papier kunnen voorkomen en van de materiaalcomponenten of -kenmerken waaraan deze ongerechtigheden zijn te herkennen.</p> <p>.De procedure voor het herkennen van ongerechtigheden moet worden gedocumenteerd binnen het beheersysteem.</p>

Criteria	Voorschriften inzake interne controle
Onderafdeling 2. Afvalstoffen die worden gebruikt als input voor terugwinningsactiviteiten	
2.2.1 Gevaarlijk afval, bioafval, gemengd huishoudelijk afval, afval afkomstig van de sector gezondheidszorg en gebruikte producten voor persoonlijke hygiëne mogen niet als input worden gebruikt.	Er wordt een acceptatiecontrole uitgevoerd van alle ontvangen papierhoudende afvalstoffen (door middel van visuele controle) en van de bijbehorende documenten; dit gebeurt door gekwalificeerd personeel dat getraind is in het herkennen van papierhoudend afval dat niet voldoet aan de in deze afdeling uiteengezette criteria.
Onderafdeling 2.3. Verwerkingsprocessen en -technieken	
2.3.1 Het papierafval moet bij de bron gescheiden zijn van alle andere afvalstoffen 2.3.2 Met uitzondering van het losmaken van de balen moeten alle voorbereidingen die nodig zijn om het papier geschikt te maken als directe input voor verpulping bij de vervaardiging van papierwaren, zoals sorteren, scheiden, zuiveren of indelen, zijn voltooid.	In het geval van sortering van papierafval aan de bron is de sortering onderworpen aan de invoering van een beheersysteem dat de kwaliteit van de ter plaatse aan de bron gesorteerde partijen controleert.

Afdeling 3. — Conformiteitsverklaring

Model

Verklaring van conformiteit met de "einde afvalfase-criteria" voor het teruggewonnen papier

1.	<p>Producent/importeur van het teruggewonnen papier: Nr. van de registratiebeslissing voor de beëindiging van het statuut van afvalstof: Naam : Adres: Contactpersoon: Telefoon: Faxnummer: E-mail:</p> <p>Bestemming: Naam : Adres: Contactpersoon: Telefoon: Faxnummer: E-mail:</p>
2.	<p>Indeling van afvalpapier overeenkomstig norm EN-643 (versie van [...]): b) Geschatte gehalte aan andere componenten dan papier, in gewichtsprocentpunten (luchtdroog): c) Oorsprong van het materiaal (vink aan wat van toepassing is). c.1) afkomstig van een mengsel van materialen, zoals bij gemengde inzameling. c.2) afkomstig van één enkel materiaal, zoals bij aan de bron gescheiden inzameling.</p>
3.	De zending voldoet aan de specificaties van norm EN-643 (versie van [...]).
4.	<p>Datum van de zending: Inschrijvings/identificatienummer van het vervoermiddel: Gewicht van de zending in ton:</p>
5.	Deze zending voldoet aan de criteria bedoeld onder a), b) en c) in punt 1.3 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4 ^{ter} van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.
6.	De producent van het teruggewonnen papier maakt gebruik van een beheersysteem dat voldoet aan de eisen van afdeling 4 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4 ^{ter} van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt en dat is gecontroleerd door een conformiteitsbeoordelingsinstantie die voor deze reglementering is erkend.
7.	Het materiaal in deze zending is uitsluitend bestemd voor het gebruik van papiervezels voor papierproductie
8.	<p>Verklaring van de producent/importeur van het teruggewonnen papier: Hierbij verklaar ik dat de bovenstaande informatie naar mijn beste weten volledig en correct is. Naam : Datum: Handtekening:</p>

*Afdeling 4. — Beheersysteemde betreffende de "einde afvalfase-criteria"
met betrekking tot het teruggewonnen papier*

4.1. De producent moet een beheersysteem toepassen om aan te tonen dat hij voldoet aan de in punt 1.3 van deze bijlage bedoelde criteria.

4.2. Het beheersysteem omvat voor elk van de volgende aspecten een reeks procedures, waarvan schriftelijk moet worden vastgelegd:

a) kwaliteitscontrole van het teruggewonnen papier dat afkomstig is van de terugwinningsactiviteiten zoals beschreven in punt 2.1 van deze bijlage (inclusief bemonstering en analyse);

b) de controle op de aanvaarding van afvalstoffen die worden gebruikt als input voor terugwinningsactiviteiten zoals beschreven in onderafdeling 2.2 van deze bijlage;

c) controle van de verwerkingsprocessen en -technieken zoals beschreven in onderafdeling 2.3 van deze bijlage

d) feedback van klanten over de naleving van de kwaliteitsnormen die van toepassing zijn op het teruggewonnen papier;

e) het registreren van de resultaten van de controles uitgevoerd overeenkomstig de punten a) tot en met d);

f) onderzoek en verbetering van het beheersysteem;

g) opleiding en kwalificatie van het personeel.

4.3. Het beheersysteem moet ook voorzien in de specifieke controle-eisen die in punt 2 van deze bijlage voor elk criterium zijn vastgesteld.

4.4. Een conformiteitsbeoordelingsinstantie, zoals bepaald in Verordening (EG) nr. n° 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad die overeenkomstig die verordening is geaccrediteerd, of een milieuverificateur zoals bepaald in artikel 2, paragraaf 20, punt b), van Verordening (EG) nr. 1221/2009 van het Europees Parlement en de Raad, die overeenkomstig de bepalingen van die verordening is geaccrediteerd of erkend, certificeert het beheersysteem of verifieert of het beheersysteem voldoet aan de eisen van deze bijlage. Deze verificatie vindt jaarlijks plaats en, in het geval van certificering, vindt ook een jaarlijkse controle plaats gedurende de gehele looptijd van het certificaat. Alleen verificateurs met de volgende accreditatie- of erkenningsgebieden, gebaseerd op de bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad vastgestelde NACE-codes, worden geacht over voldoende specifieke ervaring te beschikken om de in deze bijlage vermelde verificatie uit te voeren:

- NACE-code 38 (inzameling, verwerking en verwijdering van afvalstoffen; recuperatie)

- NACE-code 17 (Papier- en kartonnijverheid).

4.5. De importeur verlangt van zijn leveranciers dat zij een beheersysteem toepassen dat voldoet aan de eisen bedoeld in de punten 4.1 tot 4.3 en dat dit systeem is gecontroleerd door een onafhankelijke externe conformiteitsbeoordelingsinstantie die voor deze reglementering is geaccrediteerd.

Het beheersysteem van de leverancier wordt gecertificeerd door een conformiteitsbeoordelingsinstantie die is geaccrediteerd door een nationale accreditatie-instantie in de zin van Verordening (EG) nr. 765/2008 of door een milieuverificateur die voor deze reglementering is geaccrediteerd of goedgekeurd overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1221/2009.

4.6. De producent verleent de administratie toegang tot het beheersysteem indien deze daarom verzoekt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4ter van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

BIJLAGE II

Afdeling 1. — Algemeenheden.

1.1. Onderwerp

In deze bijlage worden criteria vastgesteld om te bepalen wanneer gerecycleerde granulaten die van inerte afval zijn gemaakt, niet langer afval zijn.

1.2. Begripsomschrijvingen

In de zin van deze bijlage wordt verstaan onder:

a) "importeur": een binnen de Europese unie gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die gerecycleerde granulaten van inerte afval dat niet langer afval is, in het Waalse Gewest binnenbrengt;

b) "gekwalificeerd personeel": personeel dat door ervaring of opleiding gekwalificeerd is om de eigenschappen van gerecycleerde granulaten te bewaken en te evalueren, met name met betrekking tot de opsporing van inputs of partijen die niet voldoen aan de in afdeling 2 genoemde criteria.

1.3. Criteria betreffende de gerecycleerde granulaten die van inerte afval zijn gemaakt

Gerecycleerde granulaten die van inerte afval zijn gemaakt zijn geen afval meer wanneer aan alle onderstaande criteria is voldaan:

a) de als input voor terugwinning gebruikte afvalstoffen voldoen aan de criteria van deze bijlage, onderafdeling 2.1;

b) de als input voor de terugwinningshandeling gebruikte afvalstoffen zijn verwerkt overeenkomstig de criteria van onderafdeling 2.2 van deze bijlage in een erkende inrichting voor nuttige toepassing;

c) De gerecycleerde granulaten die van inerte afval zijn gemaakt voldoen aan de criteria van deze bijlage I, onderafdeling 2.3;

d) de exploitant van de inrichting voor nuttige toepassing heeft een overdrachtsovereenkomst voor gerecycleerde granulaten uit inerte afval gesloten;

e) de exploitant van de inrichting voor nuttige toepassing voldoet aan de eisen van de punten 1.4, 1.5 en van afdeling 4 van deze bijlage.

1.4. Conformiteitscontrole

1.4.1. De exploitant van de vergunde installatie voor gerecycleerde granulaten past een kwaliteitsbeheersysteem toe dat voldoet aan de in afdeling 4 van deze bijlage genoemde criteria.

Indien de exploitant van de vergunde installatie voor gerecycleerde granulaten niet in het Waalse Gewest is gevestigd, zorgt de importeur ervoor dat de exploitant van de vergunde installatie voor gerecycleerde granulaten een dergelijk beheersysteem heeft opgezet.

1.4.2. De exploitant van de vergunde installatie voor gerecycleerde granulaten of, indien de exploitant niet in het Waalse Gewest is gevestigd, de importeur geeft voor elke zending herbruikbare voorwerpen een conformiteitsverklaring af dat is opgesteld volgens het model in afdeling 3 van deze bijlage.

1.4.3. De exploitant van de vergunde installatie voor gerecycleerde granulaten of de importeur maakt de conformiteitsverklaring over aan de bestemming van de zending van gerecycleerde granulaten. De exploitant van de vergunde installatie voor gerecycleerde granulaten of de importeur houdt een afschrift van deze verklaring tot ten minste vijf jaar na de datum van afgifte in zijn bezit en stelt het op verzoek ter beschikking aan de administratie.

1.4.4. De conformiteitsverklaring mag in elektronische vorm zijn opgesteld.

1.5. Niet-conforme granulaten

1.5.1. Indien bij een inspectie of controle blijkt dat niet aan een of meer van de in afdeling 2 genoemde criteria is voldaan, of indien de exploitant van de vergunde installatie voor gerecycleerde granulaten, of indien de exploitant niet in het Waalse Gewest is gevestigd, de importeur, geen bewijs kan leveren van de naleving van artikel 1.3 of 1.5, wordt de betrokken uitgaande partij beschouwd als afval.

1.5.2. Het gekwalificeerd personeel voert een administratieve controle en visuele inspectie uit van inkomend en uitgaand afval van de verwerkingsinstallatie voor gerecycleerde granulaten. Indien er twijfel bestaat over de aard of de samenstelling van de inkomende of uitgaande afvalstoffen die niet door nader onderzoek kan worden uitgesloten, zendt het gekwalificeerd personeel deze naar een afvalbeheersinstallatie die over een vergunning beschikt om ze in ontvangst te nemen.

Afdeling 2. — Criteria betreffende de beëindiging van het statuut van afvalstof voor de gerecycleerde granulaten die van inerte afval zijn gemaakt

Onderafdeling 2.1. — afvalstoffen die worden gebruikt bij de productie van gerecycleerde granulaten

2.1.1 Het enige afval dat wordt aanvaard als input in het productieproces van gerecycleerde granulaten is het volgende afval, voor zover het inert is:

- 01 01 02 Afval uit de winning van niet-metaalhoudende mineralen
- 01 04 08 Niet onder 01 04 07 vallend grind- en rotsafval.
- 01 04 09 Zand- en kleiafval.
- 01 04 13 Niet onder 01 04 07 vallend afval van het hakken en zagen van steen.
- 10 12 08 Afval van keramische producten, stenen, tegels en bouwmaterialen (na thermische behandeling).
- 17 01 01 Beton;
- 17 01 02 Stenen;
- 17 01 03 Tegels en keramische producten;
- 17 01 07 Niet onder 17 01 06 vallende mengsels van beton, stenen, tegels of keramische producten.
- 17 03 02 Niet onder 17 03 01 vallende bitumineuze mengsels;
- 17 05 04 Niet onder 17 05 03 vallende grond en stenen;
- 17 07 95 Sloopafval afkomstig van woon-, kantoorgebouwen of soortgelijke gebouwen dat niet is gemengd met bederfelijke of brandbare stoffen;
- 20 02 02 Grond en stenen.

2.1.2. Het afval dat gebruikt wordt in het productieproces van gerecycleerde granulaten bevat geen asbest, koolteer en met teer behandelde producten.

2.1.3. Het gekwalificeerd personeel van de installatie moet ervoor zorgen dat de voorgestelde afvalstoffen worden opgenomen in de in punt 2.1.1 genoemde afvalstoffen door middel van documentencontroles en een visuele inspectie van de lading bij de ingang van de installatie en tijdens het lossen van het voertuig. In voorkomend geval voert hij aanvullende of tegenstrijdige analyses uit die hem in staat stellen de mogelijkheid van het toelaten van de lading te beoordelen. In geval van twijfel of non-conformiteit van het binnenkomende afval, wordt dit afval geweigerd.

Het personeel is opgeleid om afval op te sporen dat gevaarlijke stoffen kan bevatten, waaronder PAK's en asbest. De procedure voor het opsporen en beheren van ongewenste afvalstoffen wordt vastgelegd in het kwaliteitsbeheersysteem.

Onderafdeling 2.2. — Verwerkingsprocessen en -technieken

2.2.1 Alle handelingen zoals de verbrijzeling, het breken, het zeven, de sortering, de extractie van ongewenste elementen, het uitvlokken van klei, het spoelen, die nodig zijn om gerecycleerde granulaten voor hun directe en uiteindelijke gebruik voor te bereiden, worden uitgevoerd.

2.2.2 Er is een gebied voorzien voor de ontvangst van inputs die niet aan de onderafdeling 1 blijken te voldoen.

2.2.3 Na hun ontwikkeling worden de voorraden van granulaten geïdentificeerd en fysiek gescheiden op basis van de resultaten van de controle op de overeenstemming met de milieuregelgeving. Ze zijn per soorten van materialen en per type van toegestaan gebruik gescheiden. Alle maatregelen worden genomen om vermenging van materialen uit verschillende voorraden te voorkomen.

De granulaten gemaakt van inerte afvalstoffen die niet voldoen aan de criteria van onderafdeling 2.3 worden geïdentificeerd en bestemd voor geschikte en naar behoren toegelaten kanalen.

Onderafdeling 2.3.— Kwaliteit van de gerecycleerde granulaten die van inerte afval zijn gemaakt

2.3.1. Gerecycleerde granulaten uit inert afval kunnen worden gebruikt voor de in onderstaande tabel weergegeven civielbouwkundige toepassingen. Gerecycleerde granulaten kunnen worden voorbehandeld met cement of kalk.

Gerecycleerde granulaten voldoen aan de specificaties van de geharmoniseerde delen van de Europese normen die als referentie dienen voor hun EG-teken voor de toepassingen waarvoor ze bedoeld zijn. Voor deze markeringen is een attest van minimaal CE2+ niveau vereist.

Gerecycleerde aggregaten mogen geen zichtbare sporen bevatten van elementen waarvan de aard, vorm, grootte en inhoud schadelijk kunnen zijn voor het gebruik, zoals: kleiklonters, kool, bruinkool, cokes plantaardige stoffen, organische afvalstoffen, oplosbare of onoplosbare schadelijke zouten en steenkoolhoudend schist.

	TOEPASSINGEN						
	Technische opvulling	Omhuiling	Gebruik als ZUM(*)	Onderfunderingen	Fundering en Schraal beton	Structuurbeton	Bedekking
	TOEPASSELIJKE NORMEN						
	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 13242	NBN EN 12620 of NBN EN 13242	NBN EN 12620	NBN EN 12620 of NBN EN 13043
Producten							
Zand van betonpuin	x	x	x	x	x	x	x
Kiezelzand van betonpuin	x	x	x	x	x	x	x
Grindzand van betonpuin	x			x	x	x	x
Zand van gemengd puin	x	x	x	x	x	x	
Kiezelzand van gemengd puin	x	x	x	x	x	x	
Grindzand van gemengd puin	x			x	x	x	
Zand van asfaltpuin	x	x	x	x	x		x
Kiezelzand van asfaltpuin	x	x	x	x	x		x
Grindzand van asfaltpuin	x			x	x		
Zand van asfaltpuin	x	x	x	x	x		x
Kiezelzand van asfaltpuin	x	x	x	x	x		x
Grindzand van asfaltpuin	x			x	x		
Zand van natuursteen	x	x	x	x	x	x	x
Kiezelzand van natuursteen	x	x	x	x	x	x	x
Grindzand van natuursteen	x			x	x	x	

	TOEPASSINGEN						
	Technische opvulling	Omhulling	Gebruik als ZUM(*)	Onderfun-deringen	Fundering en Schraal beton	Structuur-beton	Bedekking
Zand van steenachtige materialen	x	x	x	x	x	x	x
Kiezelzand van steenachtige materialen	x	x	x	x	x	x	x
Grindzand van steenachtige materialen	x			x	x	x	

(*)ZUM : Zelfverdichtende uitgraafbare materialen

2.3.2. De gerecycleerde granulaten voldoen aan de milieugrenswaarden van de onderstaande tabel

Uitlogingsproef:

Deze proef wordt uitgevoerd met norm NBN EN 12457-2 of 4 voor onderstaande parameters en moet door een erkend laboratorium worden verricht:

Parameters	Drempelwaarde(**)	Eenheden	Analytische methode
PH	7 - 12		NBN EN ISO 10523
Geleidbaarheid	6 000	S/cm	ISO 7888
Metalen			
Sb	0,2	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Al	2 000	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
As (tot)	0,1	mg/L	ISO 17378-2
Cd	0,1 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Co	0,1	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Cr (VI)	0,1 (*)	mg/L	ISO 11083 NBN EN ISO 18412
Cu	2,0 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Hg	0,02 (*)	mg/L	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852
Pb	0,2 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Mo	0,15	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Ni	0,2 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2

Parameters	Drempelwaarde(**)	Eenheden	Analytische methode
Ti	2,0	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Zn	0,9 (*)	mg/L	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Stikstofverbindingen			
NO ₂ ²⁻	3,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1 ISO 15923-1 NBN EN ISO 13395
NH ₄ ⁺	50,0	mg/L	NBN EN ISO 11732 ISO 15923-1
Zouten			
Cl ⁻	500,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
CN ⁻	0,46	mg/kg D.S. (1)	NBN EN ISO 14403-2
F ⁻	5,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
SO ₄ ²⁻	1 000,0	mg/L	NBN EN ISO 10304-1
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen			
Antraceen	0,1	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Fluorantheen	0,12	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Naftaleen	130	µg/l	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(a)pyreen	0,27	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
benzo(k)fluorantheen	0,017	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(k)fluorantheen	0,017	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993
Benzo(g,h,i)-peryleen	0,0082	µg/L	ISO 28540 NBN EN ISO 17993

(*) som van de concentratie van deze metalen moet lager zijn dan 5 mg/l

(**) wanneer de drempelwaarde lager is dan de kwantificatiegrens van het laboratorium, komt de drempelwaarde overeen met de kwantificatiegrens

Proef op de samenstelling van het brutostaal

Parameters	Drempelwaarde	Eenheden	Analytische methode
Extraheerbare koolwaterstoffen (C10 à C40)	1 500	mg/kg D.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EOX (3)	7	mg/kg D.S.	NBN 6979

(1) D. S. : droge stoffen.

(2) enkel uit te voeren als hun aanwezigheid duidelijk wordt via gaschromatografie-massaspectrometrie (GCMS).

(3) extraheerbare halogeenhoudende koolwaterstoffen.

2.3.4 De minimale periodiciteit voor de controle op de overeenstemming met de milieuregelgeving van de gerecycleerde granulaten is als volgt:

- een analyse van monsters in partijen van maximaal 5.000 ton gerecycleerde granulaten

- of, bij gebrek daaraan, om die productie te bereiken, om de vier weken een analyse van de productie.

Het voor analyse afgegeven staal is een samengesteld staal, bestaande uit minstens 10 elementaire monsternemingen (elk minstens 1 kg) die representatief zijn voor het overwogen staal of voor de productie van éénzelfde periode. De monsternemingsmethode wordt in het kwaliteitsbeheerssysteem opgetekend. De Minister kan de te gebruiken monsternemings- en analysemethodes nader bepalen.

De granulaten van een partij mogen niet van het statuut van afvalstof ontdaan worden voordat de analyseresultaten gekend en conform zijn.

Afdeling 3. — Conformiteitsattest

Model

Conformiteitsattest met de criteria van beëindiging van het statuut van afvalstof voor de gerecycleerde granulaten verkregen uit inerte afvalstoffen.

1.	Exploitant van de installatie voor de productie van gerecycleerde granulaten: Nr. van de beslissing tot registratie van de beëindiging van het statuut van afvalstof: Naam : Adres : Contactpersoon : Telefoon: Fax: E-mail adres : Ontvanger : Naam : Adres : Contactpersoon : Telefoon: Fax: E-mail adres :
2.	Aard van de gerecycleerde granulaten:
3.	Datum van de verzending : Gewicht (ton) :
4.	Voorliggende verzending voldoet aan de criteria bedoeld in punt 1.3 van bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4 ^{ter} van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.
5.	De exploitant van de installatie voor aanmaak van Voorliggende verzending voldoet aan de criteria bedoeld in punt 4 van bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4 ^{ter} van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.
6.	Verklaring van de producent/invoerder van uit inerte afvalstoffen gerecycleerde granulaten: Ik bevestig op erewoord dat navolgende gegevens juist en te goeder trouw zijn. Naam : Datum: Handtekening :

Afdeling 4. — Conformiteitsattest met de criteria van beëindiging van het statuut van afvalstof voor de gerecycleerde granulaten verkregen uit inerte afvalstoffen.

4.1. De exploitant van de installatie voor verwerking van granulaten, gerecycleerd uit inerte afvalstoffen, past een beheerssysteem toe waaruit de conformiteit met de criteria bedoeld in punt 1.3 van deze bijlage moet blijken.

4.2. Het beheerssysteem omvat voor elk van de volgende aspecten een geheel van procedures waarvoor een schriftelijke weergave bewaard wordt:

- a) Kwaliteitscontrole van de gerecycleerde granulaten zoals vastgelegd in onderafdeling 2.3 van huidige bijlage;
- b) Toelaatbaarheidscontrole van de afvalstoffen gebruikt als productiemiddel in het verwerkingsproces van gerecycleerde granulaten zoals vastgelegd in onderafdeling 2.1 van huidige bijlage;
- c) Controle van de verwerkingsprocédés en -technieken omschreven in onderafdeling 2.2 van huidige bijlage;
- d) Feedback van klanten wat betreft de inachtnemings van kwaliteitsnormen van toepassing op de gerecycleerde granulaten, verwerkt vanaf inerte afvalstoffen;
- e) Registratie van de resultaten van de controles verricht in hoedanigheid van de punten a) tot d);
- f) Onderzoek en verbetering van het beheerssysteem;
- g) Vorming en kwalificatie van het personeel.

4.3. Het beheerssysteem voorziet voor elk criterium eveneens in de specifieke controlevereisten omschreven in afdeling 2 van huidige bijlage.

4.4. Een conformiteitsbeoordelingsorganisme zoals omschreven in Verordening (EG) nr. 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht, die een accreditatie overeenkomstig deze verordening heeft gekregen, of een milieuverificateur, zoals omschreven in artikel 2, § 20, punt b), van Verordening (EG) nr. 1221/2009 van het Europees Parlement en de Raad, geaccrediteerd of erkend overeenkomstig de bepalingen van bedoelde Verordening certificeert het beheerssysteem of gaat na of het beheerssysteem conform de vereisten van huidige bijlage is. Deze verificatie wordt jaarlijks verricht en bij een certificatie wordt eveneens een jaarlijkse controle verricht tijdens de gehele duur van het certificaat. Enkel de verificateurs, op grond van de NACE-codes vastgesteld bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad bekleed met de verificatie- of erkenningsgebieden, hierna opgesomd, worden geacht voldoende specifieke ervaring te hebben om de verificatie te verrichten zoals vermeld in huidige bijlage:

- Code NACE 38 (Inzameling, verwerking en verwijdering van afval; terugwinning).

4.5. De invoerder eist van zijn leveranciers dat ze een beheerssysteem toepassen dat in overeenstemming is met de vereisten bepaald in de punten 4.1 tot 4.3 en dat dit systeem is nagegaan door een extern onafhankelijk conformiteitsbeoordelingsorganisme dat voor huidige reglementering geaccrediteerd is.

Het beheerssysteem van de leverancier wordt gecertificeerd door ofwel een conformiteitsbeoordelingsorganisme, geaccrediteerd door een nationaal accreditatieorganisme in de zin van Verordening (EG) nr. 765/2008, ofwel door een milieuverificateur, geaccrediteerd of erkend voor huidige reglementering overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1221/2009.

4.6. De producent verleent de administratie toegang tot het beheerssysteem als laatstgenoemde dit vraagt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4^{ter} van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201600]

14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Viroinval

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 1^{er}, § 3;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Viroinval du 30 mai 2018 adoptant le projet de programme communal de développement rural;

Vu l'avis du pôle « Aménagement du Territoire » du 13 juillet 2018;

Considérant que la commune de Viroinval ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme communal de développement rural de la commune de Viroinval est approuvé pour une période de 10 ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre ayant le développement rural dans ses attributions.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 6. Le Ministre de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et Délégué à la Grande Région,
R. COLLIN